

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2021
100 ANS

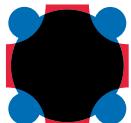
1921-2021



DEPUIS



100 ANS,



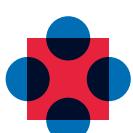
PRÉSERVER

LES BEAUTÉS

DE NOS



TERRITOIRES



EST NOTRE

MISSION

FONDATION
LA SAUVEGARDE
DE L'ART FRANÇAIS
1921-2021

I. LA FONDATION

Un siècle de combat pour le patrimoine
p. 8

Le conseil d'administration, l'équipe
p. 9

2021: quelques chiffres
p. 10

II. LE CENTENAIRE

100 ANS D'ENGAGEMENT AU SERVICE DU PATRIMOINE
p. 17

Depuis 1921, la Sauvegarde veille sur le patrimoine français
p. 18

100 ans d'actions: tirer un bilan et interroger le patrimoine aujourd'hui
p. 21

Interview de Chloé Demonet
p. 26

Discours de Jacqueline Gourault
p. 29

II. LES ACTIVITÉS

LA SAUVEGARDE AU SOUTIEN DU PATRIMOINE BÂTI
p. 37

Sauver les édifices en péril
p. 38

Le comité
p. 38

Interview d'Yvette Petit-Decroix
p. 40

La région Hauts-de-France et la Sauvegarde de l'Art Français: un partenariat pour préserver et transmettre le patrimoine régional
p. 42

L'AIDE AUX ŒUVRES D'ART
p. 71

Agir pour Le Plus Grand Musée de France
p. 71

Les campagnes étudiantes: gérer un projet de levée de fonds au profit du patrimoine
p. 72

Les entreprises au service du patrimoine
p. 75

Le dispositif lycéen: permettre aux jeunes de s'engager dans la restauration du patrimoine local
p. 80

Interview de Joël Dubos
p. 82

FAIRE CONNAÎTRE ET FAIRE AIMER LES MERVEILLES DE NOS RÉGIONS
p. 85

La Sauvegarde accueille une nouvelle fondation abritée avec le WMF
p. 86

La fondation pour l'Art et la Recherche
p. 88

Interview de Gaël Hamon
p. 90

Les prix
p. 92

Les amis et mécènes
p. 94

Les partenariats
p. 96

III. LES CHIFFRES

Comptes annuels 2021
p. 102

Rapport de gestion
p. 107

Les activités de la Fondation en 2021
p. 108

Les dons reçus en 2021
p. 109

Rapport social 2021
p. 110

Budget et projections 2022
p. 111

FONDATION LA SAUVEGARDE DE L'ART FRANÇAIS

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021

UN SIÈCLE D'ENGAGEMENT, DE NOUVEAUX DÉFIS À RELEVER



Olivier
de Rohan Chabot,
président

En 2021, la Sauvegarde de l'Art Français a fêté son premier centenaire.

Le bilan de cent ans d'activité de la Sauvegarde de l'Art Français au service de la beauté, des arts et de nos territoires, témoigne de l'efficacité de son engagement et de son acharnement à le poursuivre sur le long terme.

C'est un enseignement et un exemple pour l'avenir qu'il importe de faire connaître.

Une jeune archiviste, Chloé Demonet, ancienne élève de l'École des chartes a décidé de raconter comment, à la suite du duc de Trévise et de la marquise de Maillé, des hommes et des femmes engagés ont su empêcher que ne disparaissent des pans entiers de notre patrimoine que, sans leurs interventions, nous ne pourrions plus admirer aujourd'hui.

Ce retour sur le passé est riche d'enseignements qui nous encouragent à poursuivre la même voie et nous apprend comment préserver et embellir notre environnement dans un monde qui ne cesse de changer.

L'occasion de célébrer le centenaire de la Sauvegarde a été, pour elle, celle de s'interroger sur son rôle au service du clos et du couvert de notre patrimoine religieux. Pour cela, elle a organisé un colloque à l'Institut National du Patrimoine qui a permis de mettre en valeur l'importance et l'intérêt des conseils qu'elle peut rendre aux maîtres d'ouvrages, pour des restaurations de qualité.

Un second colloque, tenu à la Sorbonne cette fois-ci, a eu pour objet la question de la connaissance et de l'entretien du patrimoine mobilier de nos communes, même les plus petites, patrimoine accessible gratuitement à tous, mais néanmoins trop souvent méconnu et abandonné. Pour lui porter secours, la Sauvegarde organise depuis huit ans avec un succès toujours croissant, une grande campagne menée sous le vocable du Plus grand musée de France, qui mobilise tous ceux qu'elle peut intéresser, à commencer par des écoliers et des étudiants comme ceux de la Sorbonne.

Enfin, un troisième colloque a clos l'année du centenaire au palais du Luxembourg, où la Sauvegarde a eu le grand honneur d'être accueillie par le Sénat, pour traiter de l'avenir de nos églises rurales.

En introduisant le colloque, le Président du Sénat, monsieur Gérard Larcher, a remercié la Sauvegarde de l'Art Français « d'être toujours animée d'une même passion, celle de préserver et de faire vivre le patrimoine des communes... incarné le plus souvent par l'église du village », ajoutant : « c'est l'une des conditions de survie de la ruralité dont le Sénat est l'interlocuteur privilégié ». Et enfin : « car une église n'est pas un bâtiment comme un autre, elle est l'âme d'une commune, elle est sa vie ».

À sa suite, madame Jacqueline Gourault, Ministre de la cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, a repris toutes les raisons pour lesquelles l'ensemble des questions que le colloque devait aborder est d'un intérêt capital pour son ministère et pour l'avenir de notre pays. Et, à cause de cela, la Ministre a tenu à ajouter à l'intention de la Sauvegarde : « Je voudrais au nom du gouvernement vous remercier, chaleureusement, pour cette action indispensable que vous menez depuis tant d'années, toujours avec le même engagement, toujours avec le même attachement à notre patrimoine français, aux patrimoines de nos campagnes ».

Cet engagement qui est le nôtre, avec nos amis et grâce à eux, forts désormais des encouragements des pouvoirs publics, manifestés à l'occasion de notre centenaire, nous le poursuivrons.

[Chapelle Saint-Jean-Baptiste de Castelbouc à Sainte-Enimie \(Lozère\), avant restauration.](#)

[Chapelle Saint-Jean-Baptiste de Castelbouc à Sainte-Enimie \(Lozère\), après restauration.](#)





**Un siècle de combat
pour le patrimoine**
p. 8

I ■

L A

F O N D A -

**Le conseil
d'administration,
l'équipe**
p. 9

T I O N

**2021 :
quelques chiffres**
p. 10

UN SIÈCLE DE COMBAT POUR LE PATRIMOINE

QUELQUES DATES

1921

Création de l'association la Sauvegarde de l'Art Français par Édouard Mortier, duc de Trévise.

1925

L'association est reconnue d'utilité publique.

1972

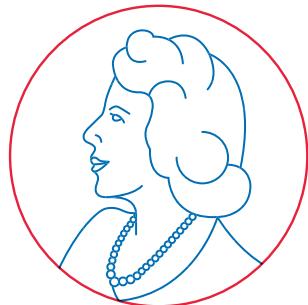
Legs d'Ailette de Rohan Chabot, marquise de Maillé.

2017

L'association devient Fondation.



Édouard Mortier
Duc de Trévise



Ailette de Rohan Chabot
Marquise de Maillé

L'année 2021 marque le siècle d'existence de la Sauvegarde de l'Art Français : elle a été riche en événements sur son histoire et en conférences autour de ses thèmes d'engagement.

Mais l'année écoulée a aussi vu l'augmentation du nombre d'aides aux édifices de la Sauvegarde, la poursuite du développement des campagnes du Plus Grand Musée de France et la création de partenariats qui ouvrent de nouvelles perspectives pour la Sauvegarde.

Cet anniversaire si particulier permet de rappeler que la Fondation poursuit avec force et engagement son action d'utilité publique et qu'elle peut compter sur de plus en plus de soutiens parmi les acteurs de la société civile ainsi que des entreprises et des élus. Le présent rapport, plus dense que les précédents, témoigne de la richesse de l'année écoulée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Olivier de Rohan Chabot
Président

Édouard de Cossé Brissac
Président d'honneur

Françoise Bercé
Vice-présidente
Archiviste paléographe
Inspecteur général honoraire du Patrimoine

Agnès de Clermont-Tonnerre
Trésorière

Olivier François
Secrétaire général
Dirigeant d'entreprise

Christine Albanel
Administrateur
Ancienne ministre de la Culture et de la Communication (2007-2009)

Michael Hoare
Administrateur

Thomas Lambert
Administrateur
Associé gérant d'une banque d'affaires

Yann de Lambilly
Administrateur
Ancien directeur financier du BHV

Frédéric Mion
Administrateur

Christian Prevost-Marcilhacy
Administrateur
Inspecteur général des Monuments historiques honoraire

Gabrielle de Talhouët
Administrateur
Conférencière de la Réunion des musées nationaux (RMN)

Jean-Pierre Babelon
Administrateur
Conservateur général honoraire du Patrimoine
Membre de l'Institut

Élisabeth Caude
Administrateur
Archiviste-paléographe Conservatrice générale du patrimoine, directrice du musée national des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau

Cécile Pozzo Di Borgo
Administrateur
Archiviste-paléographe
Ministre plénipotitaire Ancien préfet

Philippe Hamy
Administrateur

Zoé Lepers-Pennequin
Administrateur
Associé gérant d'une banque d'affaires

Jacques de Chauvelin
Administrateur
Ancien directeur financier du BHV

Louis Bréban
Administrateur

Brigitte Brisset
Administrateur
Marraine de la campagne Le Plus Grand Musée de France

Claire de Lesquen
Administrateur
Marraine de la campagne Le Plus Grand Musée de France

Pierre Murat
Administrateur
Parrain de la campagne Le Plus Grand Musée de France

Anémone Wallet
Administrateur
Marraine de la campagne Le Plus Grand Musée de France

L'ÉQUIPE

Lionel Bonneval
Directeur général

Marie Chagnas
Chef de projet – restauration d'édifices
Responsable publications

Pauline de Poncheville
Responsable Le Plus Grand Musée de France

Alexia Monteillet
Responsable philanthropie – chef de projet restauration d'édifices

Alice Tillier
Chargeée de relations testataires – chef de projet restauration d'édifices

Philippe Hamy
Chef de projet – restauration d'édifices

Zoé Lepers-Pennequin
Chef de projet – restauration d'édifices

Jacques de Chauvelin
Responsable de la communication

Louis Bréban
Assistant chef de projet

Brigitte Brisset
Marraine de la campagne Le Plus Grand Musée de France

Claire de Lesquen
Marraine de la campagne Le Plus Grand Musée de France

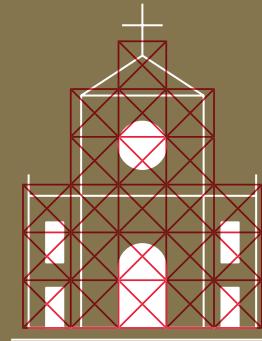
Pierre Murat
Marraine de la campagne Le Plus Grand Musée de France

Anémone Wallet
Marraine de la campagne Le Plus Grand Musée de France

2021

QUELQUES CHIFFRES

AIDE AUX ÉDIFICES



992 000€

distribués au titre du legs Maillé

120

édifices aidés

AIDE AUX ŒUVRES D'ART

177 105€

collectés

33

œuvres restaurées

+ 1 000 PERSONNES ENGAGÉES

aux programmes du Plus Grand Musée de France

RÉSEAU & RAYONNEMENT

78

correspondants dans toute la France

70

experts (conservateurs, architectes, historiens de l'art, chercheurs, etc.) engagés aux côtés de la Fondation



LES AIDES EN RÉGION

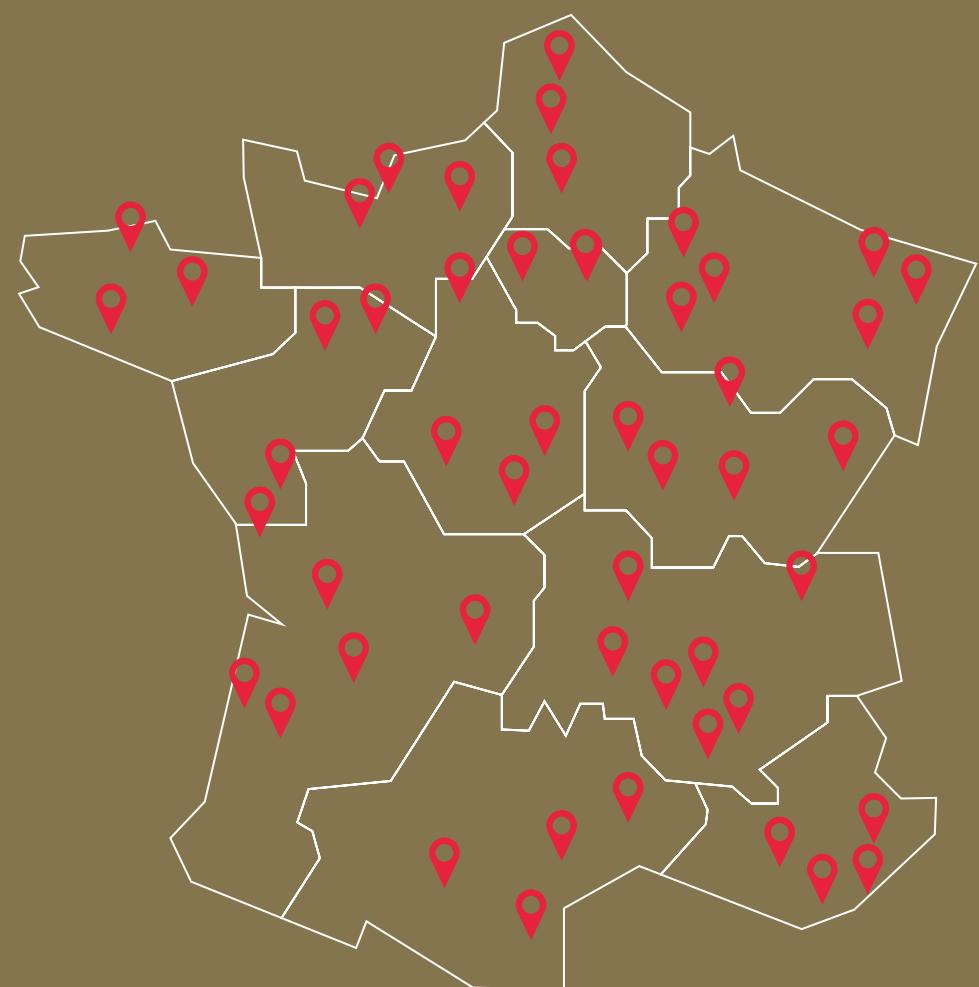
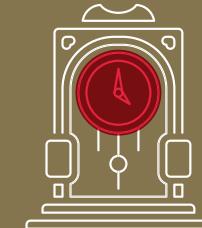
128

restaurations d'édifice soutenues



33

œuvres d'art restaurées







CENTENAIRE

100 ans d'engagement au service du patrimoine
p. 17

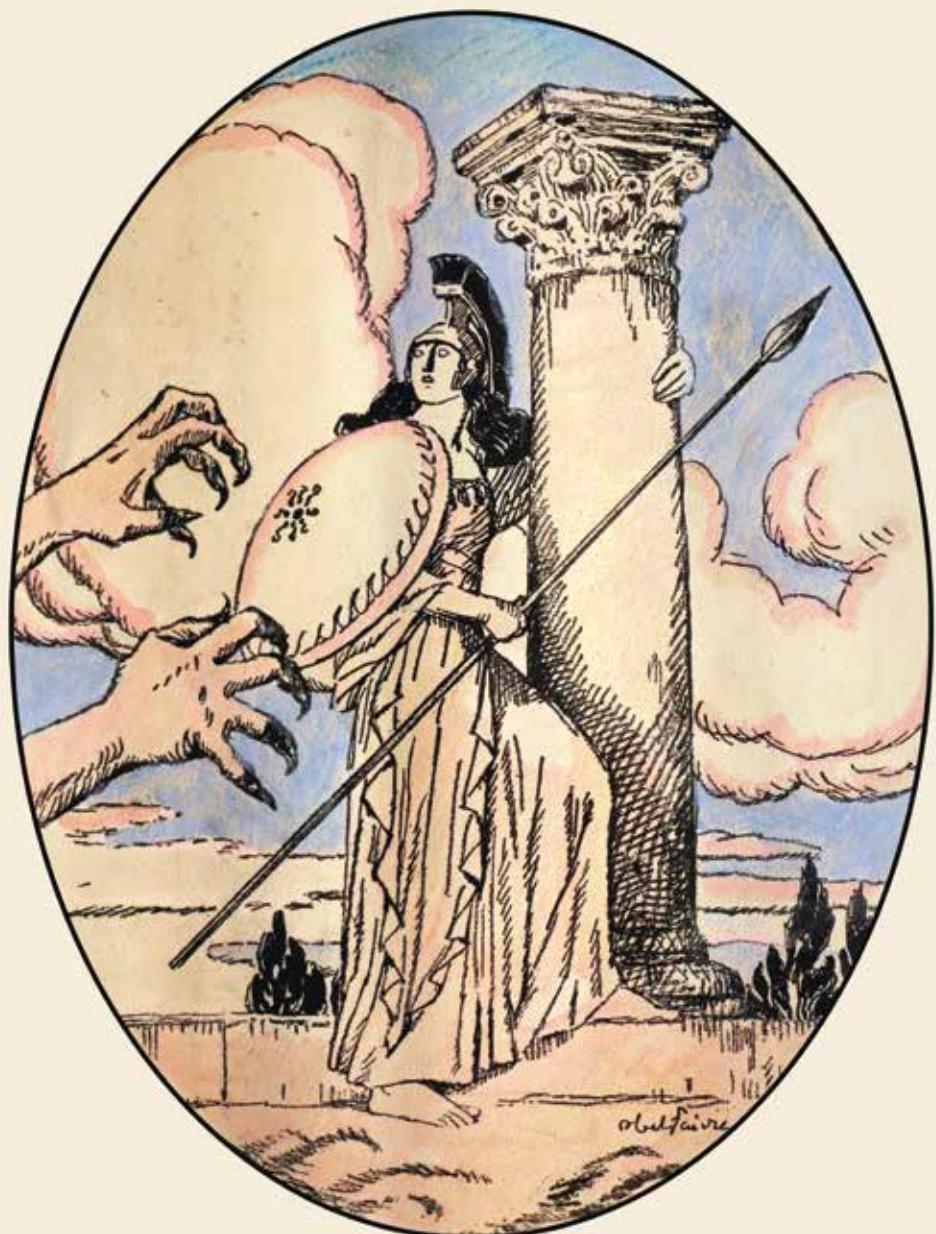
—

Yz p ~ 5921,5
,v b v vz | v y z g z ~ ,z 5
,z p v CEm† † z f v † cv ~
p. 18

100 ans d'actions : tirer
un bilan et interroger le
patrimoine aujourd'hui
p. 21

Interview
de Chloé Demonet
p. 26

Discours
de Jacqueline Gourault
p. 29



100 ANS D'ENGAGEMENT AU SERVICE DU PATRIMOINE

2021 est une année mémorable pour la Sauvegarde : avec un siècle d'existence, elle fait partie des plus anciennes organisations mobilisées pour la défense de nos trésors communs en France. Ce rôle de doyenne ne lui fait pas pour autant oublier l'étendue du combat qu'il faut continuer à mener pour défendre et restaurer le patrimoine de nos communes. À 100 ans, la Sauvegarde bénéficie d'une nouvelle jeunesse, portée par ses équipes, ses bénévoles et ses campagnes innovantes.

Ce centenaire a été l'occasion de rappeler les réussites passées de la Sauvegarde et de tirer un bilan de son siècle d'engagement. Cet anniversaire a aussi été le moment de questionner à nouveau son combat, dans la perspective de l'accroissement de ses activités et de sa recherche de nouveaux partenaires : associations, experts, élus, entreprises, universités et écoles ou encore membres de la société civile.

*«Qu'on ne dise pas que c'est peine perdue,
que les villages qui laissent tomber leur
église ne méritent pas qu'on intervienne.»*

Alette de Rohan en 1934

p. 12-13
Vue du village fortifié de Larressingle (Gers).

←
Le logo de la Sauvegarde en 1922, dessiné par l'illustrateur Abel Faivre (1867-1945).

FOCUS

+4100chantiers aidés,
au profit de 2871
églises et chapelles
rurales depuis 1972

Depuis 1921, la Sauvegarde veille sur le patrimoine français

Dans un contexte d'après-guerre, la Sauvegarde est bien seule pour lutter contre les menaces qui pèsent sur le patrimoine. La situation économique et politique favorise la vente et l'exportation anarchique de pans entiers d'architecture et d'œuvres d'art, tandis que le ministère des Beaux-Arts est mal armé pour contrôler les trafics.

Redonner aux Français l'accès à leur patrimoine était une volonté première de la Sauvegarde de l'Art Français. C'était la maxime du duc de Trévise, fondateur de l'association, qui considérait que le patrimoine extérieur de nos communes est un bien commun partageable et profitable entre tous. Il fallut de grands efforts pour faire entendre cette voix dans un contexte où la France doit panser les plaies de la guerre.

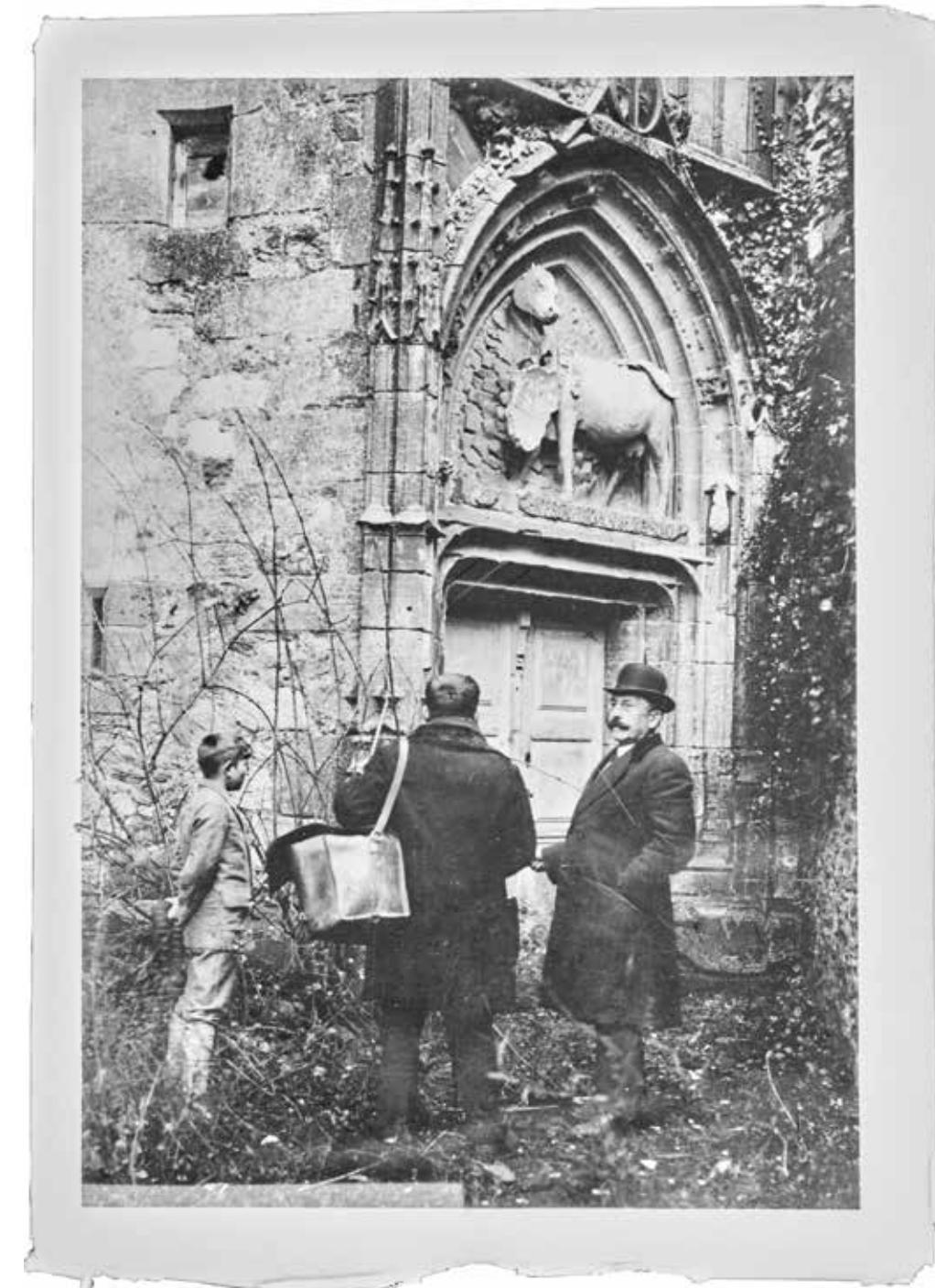
«Nous ne nous occupons que de garder en France les richesses d'art publiques, de protéger les façades pittoresques de nos villes et villages contre le dépeçage et l'exportation qui n'est qu'un acte de barbarie et de non-commerce.»

Édouard Mortier dans son *Programme pour la Sauvegarde de l'Art Français*, bulletin de l'association, 1926.

C'est au sortir de la Première Guerre mondiale que naît la Sauvegarde de l'Art Français. Sous l'impulsion d'un homme, Édouard Mortier, l'association est officiellement créée le 9 décembre 1921. Elle va porter des combats d'importance majeure contre le pillage du patrimoine et militer pour l'évolution des lois de protection. Dans un contexte de manque de moyens publics et de dispositifs de protection réels, la France en reconstruction



L'affaire de la «Vache d'Alan» est à l'origine de la création de la Sauvegarde. En 1921, les habitants de ce village de Haute-Garonne font appel à Édouard Mortier pour qu'il les aide à contrer les velléités de dépeçage de l'antiquaire Demotte.





est en effet un terrain propice aux divers trafics d'œuvres d'art, d'éléments architecturaux, voire au démontage complet de monuments.

Entouré d'un cercle d'intellectuels et d'érudits, Édouard Mortier va mettre toutes ses forces au service de la défense du patrimoine et des arts. La nouvelle association croît rapidement, trouvant sur le terrain le renfort de correspondants qui structurent son action dans les territoires, et mobilise dans la capitale des mécènes et des personnalités influentes. Ainsi, un « comité de propagande » est mis en place dès 1922. Il s'attache à développer des opérations de communication résolument modernes, interpellant la presse et les élus sur les dégradations du patrimoine et mettant en place expositions et conférences.

La Sauvegarde intervient également en faveur des musées, en luttant contre la dispersion des œuvres et en favorisant la cohérence et l'enrichissement des collections comme miroir de l'histoire artistique locale. La reconnaissance d'utilité publique est délivrée quatre ans seulement après le début de ses actions.

100 ans d'actions : tirer un bilan et interroger le patrimoine aujourd'hui

Dans la perspective de ses actions et combats, la Fondation a proposé une série de trois conférences et tables rondes sur ses grands thèmes d'intervention.

30/09/21 – Journée d'étude à l'Institut national du patrimoine
**Églises et chapelles rurales, pour une conservation
d'un exemplaire d'un patrimoine fragile**

En 1972, la Sauvegarde de l'Art Français reçoit de sa présidente, la marquise de Maillé, un important legs destiné à la restauration d'édifices religieux au caractère patrimonial avéré. Elle est, depuis, le principal mécène des églises et des chapelles rurales.

Riche d'une expertise unique dans le domaine du patrimoine religieux, ancrée au plus près des territoires ruraux et de leurs édifices, la Sauvegarde mène une mission primordiale en participant au sauvetage de monuments particulièrement menacés.

Comment définit-on aujourd'hui la valeur patrimoniale d'un édifice ? Quels sont ses besoins ? Et quel est le rôle de chacun,

←
Le tympan du palais épiscopal d'Alan, chef d'œuvre de l'art gothique flamboyant.

à son chevet ? Telles étaient les questions auxquelles experts du patrimoine, propriétaires, affectataires et bénévoles associatifs se sont attachés à répondre.

La journée d'étude était placée sous la direction d'Élisabeth Caude, conservatrice générale du patrimoine, directrice du musée national des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, et de Benjamin Mouton, architecte en chef et inspecteur général des Monuments historiques honoraire.

En partenariat avec l'Institut national du patrimoine.

12/10/21 – Conférence à Sorbonne Université

**Témoignages et partages d'expériences :
transmettre le patrimoine à la jeunesse**

Forte du constat que nos territoires, villes et villages offrent partout à voir des merveilles du patrimoine mobilier et que ce patrimoine d'une qualité et d'une richesse exceptionnelles est souvent exposé à de grands périls, la Sauvegarde de l'Art Français, sous l'impulsion de son président, Olivier de Rohan Chabot, fonde en 2013 Le Plus Grand Musée de France.

Presque dix ans après le lancement de la campagne grâce à laquelle plus de 190 œuvres ont pu être sauvées, professeurs d'université, de lycée, étudiants et conservateurs des Antiquités et objets d'art sont venus partager leur expérience devant un large public réuni dans l'amphithéâtre Descartes.

Sous la direction de Christine Gouzi, professeur en histoire de l'art moderne à Sorbonne Université. En partenariat avec l'Observatoire des patrimoines de Sorbonne Université (OPUS).

29/11/21 – Colloque au Sénat

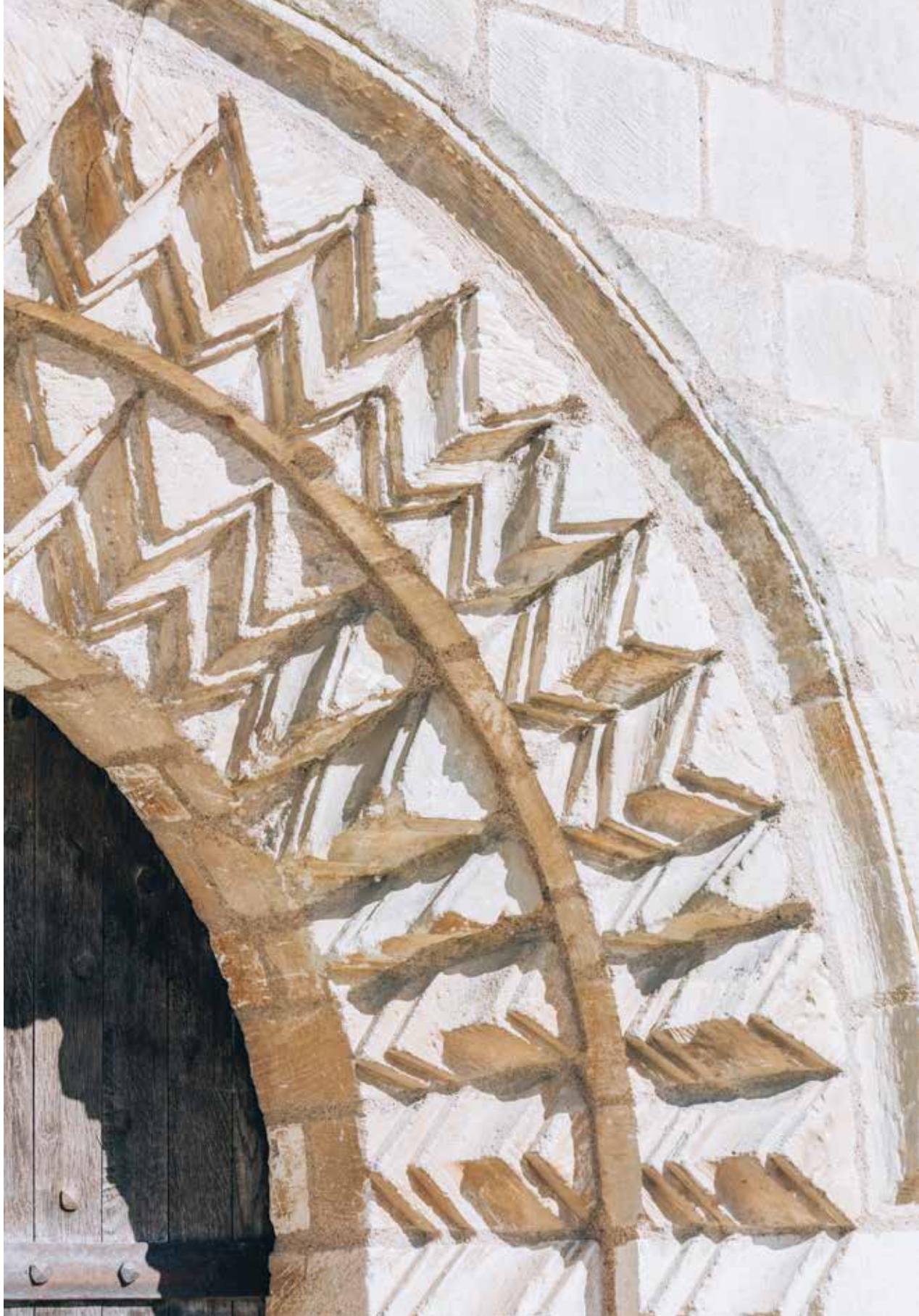
Que deviendront les églises de nos campagnes ?

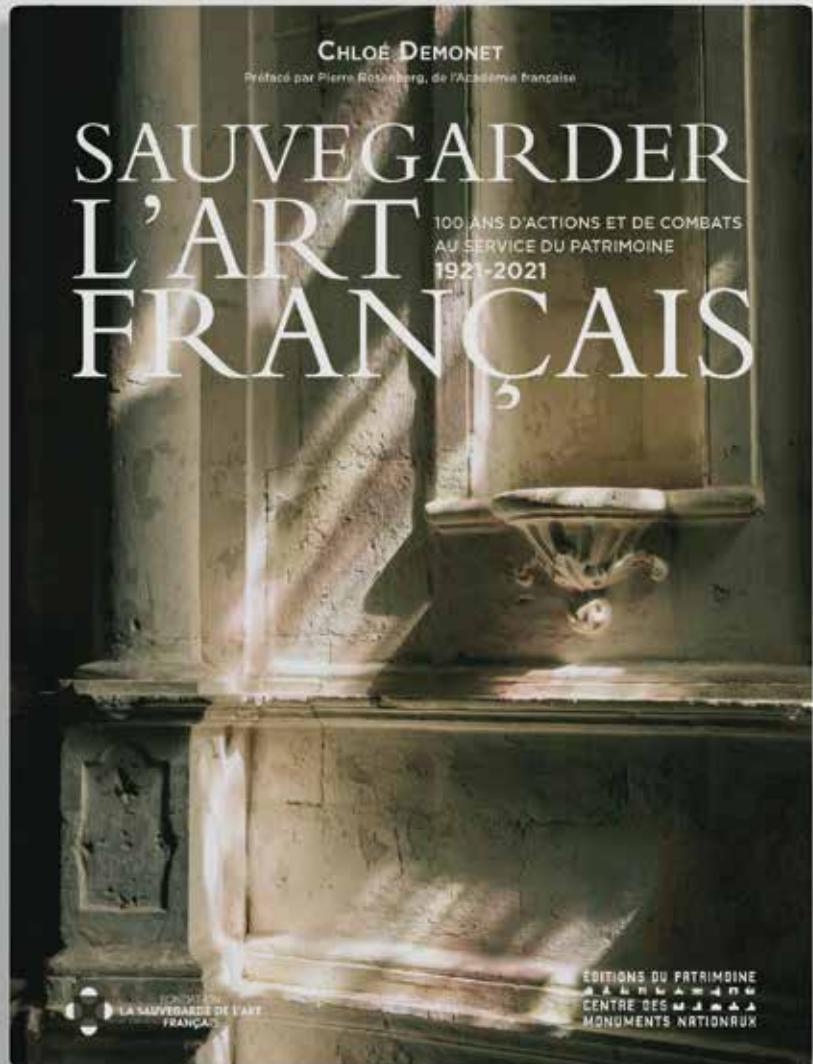
Devenue fondation reconnue d'utilité publique en 2017, la Sauvegarde souhaite placer les actions qu'elle a conduites en faveur des églises rurales, dans le cadre général de l'espace rural d'aujourd'hui et de demain. Le tissu paroissial a construit le territoire français. Il représente l'historicité du territoire avec des formes et des expressions très variées. Objet d'identité, cette richesse patrimoniale est tout à la fois une chance et une charge pour les collectivités. D'un autre côté, les évolutions de l'espace bâti, les changements démographiques et sociaux, le développement patrimonial et touristique constituent autant de facteurs déterminants que la pratique du culte.

Sous le patronage de la Haute Assemblée et de son président Gérard Larcher, la Sauvegarde de l'Art Français a clôturé ce cycle de conférences avec deux sujets d'étude :



Prieuré Saint-Cosme, La Riche (Indre-et-Loire), sauvé grâce à l'action de la Sauvegarde en 1926. En 1933, on y découvre la sépulture de Pierre de Ronsard (1524-1585).





Première partie – Le rôle de l’État et des collectivités locales
Sous la direction de Jean-Michel Leniaud, président du Conseil scientifique de la Sauvegarde, directeur de l’École nationale des chartes de 2011 à 2016 et directeur d’études à l’EPHE.

Seconde partie – Affectation et usages : hypothèses et perspectives

Sous la direction de Benoît de Sagazan, directeur de l’Institut Pèlerin du patrimoine, partenaire du colloque.

Sauvegarder l’art français, cent ans d’engagements et de combats au service du patrimoine

Peu de temps après le centenaire de la loi de 1913 sur les monuments historiques, dans un contexte médiatique et politique où le patrimoine architectural a été replacé au centre des préoccupations publiques, l’anniversaire de la création de la Sauvegarde de l’Art Français devait être l’occasion de mettre en lumière son histoire, ses combats passés, ses actions actuelles et ses projets pour le futur.

C’est tout naturellement que l’élaboration de cet ouvrage a été confiée à Chloé Demonet, archiviste paléographe, docteur en histoire de l’architecture, qui, en 2018, avait effectué le dépôt à la Médiathèque du patrimoine et de la photographie des archives historiques de la Fondation – un important fonds de plus de 40 mètres linéaires.

Agrémenté de nombreux documents et photographies anciennes tirés des archives de la Sauvegarde de l’Art Français, et de prises de vues contemporaines, l’ouvrage est enrichi de contributions d’émérites spécialistes et de témoignages de celles et ceux qui font vivre notre patrimoine, ancrant cette histoire dans la réalité territoriale.

Préfacé par Pierre Rosenberg de l’Académie française, *Sauvegarder l’art français. 100 ans d’actions et de combats au service du patrimoine* est paru aux éditions du Patrimoine, partenaire évident de ce projet de publication.

Chloé Demonet

Docteure en histoire de l’architecture, archiviste paléographe, ingénierie des services culturels et du patrimoine. Historienne chargée d’études patrimoniales, l’auteure a eu l’opportunité de collaborer avec la Sauvegarde de l’Art Français lors du dépôt de ses archives à la Médiathèque du patrimoine et de la photographie.

Préface de Pierre Rosenberg de l’Académie française, ancien président-directeur du musée du Louvre, conservateur, historien de l’art et collectionneur.

Introduction d’Olivier de Rohan Chabot, président de la Sauvegarde. Postface de Françoise Bercé, vice-présidente de la Sauvegarde.

←
Sauvegarder l’art français. 100 ans d’actions et de combats au service du patrimoine.
 Paru en 2022 aux éditions du Patrimoine.



INTERVIEW

Chloé Demonet

Auteure

Comment en êtes-vous venue à travailler sur l'histoire de la Sauvegarde ?

J'ai rencontré la Sauvegarde de l'Art Français en 2018, alors que la Fondation préparait le dépôt de ses archives à la Médiathèque du patrimoine et de la photographie. J'ai ainsi découvert les fonds qui devaient être inventoriés pour une part et reclassés pour l'autre, car un gros travail avait déjà été effectué sur le fonds dit Trévise dans les années 1990 par Édouard Bouyé, archiviste paléographe. J'ai été tout de suite impressionnée par la richesse de ces archives qui ne témoignent pas seulement de l'histoire de l'association mais, de façon plus générale, de celle

« On ne peut que s'émerveiller de ce que le fonds révèle de l'action dynamique et exemplaire des fondateurs de la Sauvegarde, le duc de Trévise et la marquise de Maillé. »

de l'évolution de la conscience patrimoniale au xx^e siècle.

À l'occasion du centenaire, j'ai eu la chance de me replonger dans ces archives qui ont nourri un ouvrage retracant cette histoire riche et passionnante.

Que contient le fonds d'archives qui a permis la réalisation de cet ouvrage ?

Que dit-il de l'action de l'association ?

Le fonds contient une grande variété de documents : photographies, correspondances, notes, brochures, articles de journaux, etc., et ce sur une période allant des années 1920 jusqu'au tournant du xx^re siècle. On ne peut que s'émerveiller de ce qu'il révèle de l'action dynamique et exemplaire des fondateurs de la Sauvegarde, le duc de Trévise et la marquise de Maillé. On les suit sur les chemins de France, se déplaçant sur le terrain afin de constater l'état alarmant des cloîtres, églises, objets mobiliers et collections, mettant en place un réseau actif de correspondants locaux pour être tenus au courant des « affaires » qu'ils relaient dans la presse ou auprès du service des Monuments historiques. Ces archives révèlent la mise en place d'une organisation efficace, d'une « propagande », qui aura une véritable influence pour sensibiliser les Français et les pouvoirs publics à la nécessité de préserver et de restaurer le patrimoine. La Sauvegarde de l'Art Français est ainsi à l'origine de la loi de 1927 qui rend efficiente l'inscription à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques et elle œuvre ensuite activement pour identifier les bâtiments à protéger par l'État. Elle n'oublie pas le patrimoine non protégé, particulièrement les églises rurales en faveur desquelles la marquise de Maillé mettra en place un legs qui permet encore aujourd'hui d'épauler nombre de communes dans le sauvetage de morceaux d'architecture souvent

exceptionnels. On comprend aussi, grâce à ces documents, l'exigence technique et doctrinale qui fait, je crois, la particularité des actions de la Fondation, qui n'a cependant jamais négligé le dialogue et l'action commune avec les autres associations oeuvrant dans la même direction.

« L'action associative, par sa souplesse et sa réactivité, conserve ainsi un rôle primordial dans l'œuvre de préservation et de diffusion de la connaissance du patrimoine. »

À ses débuts, comment l'association s'est-elle fait connaître des pouvoirs publics et du grand public en général ?

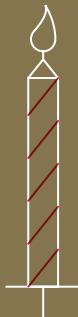
Le duc de Trévise, en fondant l'association en 1921, s'appuie tout de suite sur la presse, généraliste et spécialisée. Il use de son vaste réseau mondain et scientifique (c'était aussi un historien de l'art) pour faire connaître les déprédations subies par le patrimoine, notamment le dépeçage de monuments et de sculptures qui sévit particulièrement au sortir du premier conflit mondial. L'association communique sur les sauvetages, les batailles gagnées contre les antiquaires et, plus profondément, contre l'indifférence. Elle organise des événements qui lui permettent de se faire connaître et de récolter des fonds, comme l'exposition sur les maréchaux de France ou celle sur Géricault. En œuvrant

sur le terrain, elle fédère en outre tout un réseau local, parvient à convaincre les maires des villages de ne pas abandonner les monuments qui font la richesse de leur territoire. La marquise de Maillé, dès les années 1930, sillonne les routes de Seine-et-Marne ou de la Creuse pour visiter les églises, rencontrer les populations locales, mettre en place des levées de fonds qui s'apparentent à notre moderne *crowdfunding*. Sur ces bases solides, l'association a pu poursuivre cette action, que les présidents successifs ont su maintenir et diversifier.

Cent ans après l'engagement d'Édouard Mortier et de la marquise de Maillé, quel constat général peut-on tirer sur la protection du patrimoine en France ?

Lorsque les fondateurs de la Sauvegarde alertaient les pouvoirs publics sur l'urgence à protéger, à légitimer même, en renforçant la toute récente loi sur les monuments historiques, ils évoluaient de concert avec les « Beaux-Arts » et proposaient d'épauler les services de l'État dans la lourde tâche qu'est celle de protéger les richesses patrimoniales de toutes les régions de France. Depuis, l'appareil législatif et la création de services et de corps spécialisés a permis une évolution significative de la protection, de la conservation, en élargissant la notion même de patrimoine. Cependant, les enjeux demeurent complexes et les moyens d'action peuvent sembler insuffisants alors même que semble se trouver là une réponse à une volonté de résilience et de durabilité. L'action associative, par sa souplesse et sa réactivité, conserve ainsi un rôle primordial dans l'œuvre de préservation et de diffusion de la connaissance du patrimoine. ♦

100 ANS 3 CLOQUES LIVRE



**COLLOQUE « QUE DEVIENDRONT LES ÉGLISES DE NOS CAMPAGNES ? »
SÉNAT, 29 NOVEMBRE 2021.**

DISCOURS INTRODUCTIF PAR

Jacqueline Gourault

Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales

*Mesdames et Messieurs les sénateurs,
Mesdames et Messieurs les maires,
Mesdames et Messieurs les élus,
Monsieur le président de la Sauvegarde de l'Art Français, cher Olivier de Rohan Chabot,
Mesdames et Messieurs,
C'est pour moi un plaisir particulier de vous retrouver ici, au Sénat, dans un lieu que je connais bien, où je retrouve beaucoup de visages amis et auquel je suis particulièrement attachée.*

Que deviendront les églises de nos campagnes ? Cette question que vous avez souhaité porter aujourd'hui au cœur de la Haute Assemblée, est en effet essentielle. Elle se pose chaque jour un peu plus dans tous les territoires de France. Elle s'adresse aux élus, aux habitants, à toutes celles et ceux qui défendent notre patrimoine, qu'ils soient croyants ou non croyants.

Cette question se pose partout, mais on l'entend si peu. C'est pour cela que je tenais à répondre à votre invitation ce matin, pour ce colloque qui est je crois particulièrement bienvenu, car il va permettre de croiser les regards et de partager les expériences sur cet enjeu immense.

Votre Fondation, la Sauvegarde de l'Art Français, qui fête ses 100 ans cette année, en a fait l'un de ses combats au

quotidien. Elle s'engage partout en France pour sauver des églises rurales en péril : aider à leur rénovation, préserver les œuvres religieuses. Grâce à la générosité de ses membres, la Sauvegarde soutient chaque année plus d'une centaine de projets, avec un appui qui est souvent décisif pour des communes rurales qui ont peu de moyens. C'est pourquoi je voudrais, au nom du gouvernement, vous remercier chaleureusement pour cette action indispensable que vous menez depuis tant d'années, toujours avec le même engagement, toujours avec le même attachement à notre patrimoine français, aux patrimoines de nos campagnes.

Tant de Français « ont leurs origines, proches ou lointaines, à l'ombre d'une église de village », comme l'écrivait le grand sociologue des religions Gabriel Le Bras. Car si, pendant des siècles, les villages ont été le lieu de rassemblement de la très grande majorité de nos concitoyens, au centre de ces villages, il y a presque toujours une église. C'est l'église qui structure l'espace, c'est vers l'église que convergent les rues ; c'est l'église qui domine au loin le paysage et qui donne son identité à chaque bourg.

« Grâce à la générosité de ses membres, la Sauvegarde soutient chaque année plus d'une centaine de projets, avec un appui qui est souvent décisif pour des communes rurales qui ont peu de moyens. »

Ces églises ont été les témoins de la vie d'innombrables générations, elles ont été le cœur des communautés de vie, elles ont été les témoins de tous les grands événements de la vie personnelle et collective de chacun. Et c'est pourquoi, même si elles ne sont plus guère fréquentées, nous y restons tous si attachés (cf. l'émotion que soulève dans l'opinion un incendie ou la profanation d'une église).

Aujourd'hui, ces mêmes villages se sont parfois dépeuplés, ils se sont souvent transformés, et la pratique religieuse elle-même a beaucoup décrue. Pourtant, les églises suscitent encore partout un attachement fort, identitaire (au sens noble du terme).

La France compte aujourd'hui encore plus de 40 000 églises paroissiales et presque autant de chapelles et de monuments qui sont, dans leur grande majorité, propriétés de petites communes de moins de 3 000 habitants. Peu sont classées au titre des Monuments historiques. Souvent, elles n'ont plus d'usage religieux régulier. Elles sont parfois ouvertes pour une cérémonie, pour une visite. Mais nombre d'entre elles sont généralement fermées au public et se dégradent lentement.

« Ces églises ont été les témoins de la vie d'innombrables générations, elles ont été le cœur des communautés de vie, elles ont été les témoins de tous les grands événements de la vie personnelle et collective de chacun. »

Oui, partout en France, des églises se dégradent. C'est un constat alarmant. Quand la toiture s'affaisse, quand les charpentes s'abîment, quand le chœur est exposé, la pérennité des édifices se pose. Pourtant, si ces architectures ont traversé le temps et les siècles, c'est grâce à l'entretien régulier, souvent invisible, que leur ont consacré au fil du temps le curé, les habitants, le maire...

C'est pourquoi l'enjeu de la rénovation qui est devant nous est immense. Les communes sont en première ligne, elles y consacrent un investissement important. Les travaux sur l'église, dans les petits villages, c'est souvent le projet d'une mandature. Je mesure l'énergie et la détermination que cela nécessite et je crois que les témoignages aujourd'hui l'illustreront bien. Les conseils départementaux sont aussi très souvent mobilisés. Ils cofinancent les travaux, ils aident et conseillent. Les conseils régionaux participent aussi au tour de table et leur concours peut être décisif. Les Unités départementales de l'architecture et du patrimoine (UDAP) jouent un rôle important de conseil auprès des maîtres d'ouvrage en veillant à la prise en compte des problématiques patrimoniales et architecturales dans le cadre de leurs projets de restauration. Les Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) mobilisent aussi parfois leur expertise architecturale et urbaine pour aider les communes à faire un diagnostic et à envisager un projet. Et puis l'État, par l'intermédiaire de la Direction régionale de l'architecture et du patrimoine (DRAC) intervient, en particulier quand il s'agit de monuments classés. Des associations locales jouent bien souvent un rôle essentiel dans beaucoup de territoires. Mais bien souvent, l'investissement privé par le mécénat est indispensable pour boucler des projets. C'est tout le sens de l'intervention de la Sauvegarde de l'Art Français mais aussi de la Fondation du patrimoine, qui mobilisent l'épargne des Français à travers des legs, des donations, des collectes.

Votre rôle est essentiel, je le redis. Dans des territoires comme la Thiérache, où nous signions il y a quelques jours avec le président de la République la deuxième édition du pacte Sambre-Avesnois-Thiérache, c'est grâce à la mobilisation générale de tous les acteurs, que l'avenir s'éclaircit pour les belles églises fortifiées qui maillent votre territoire.

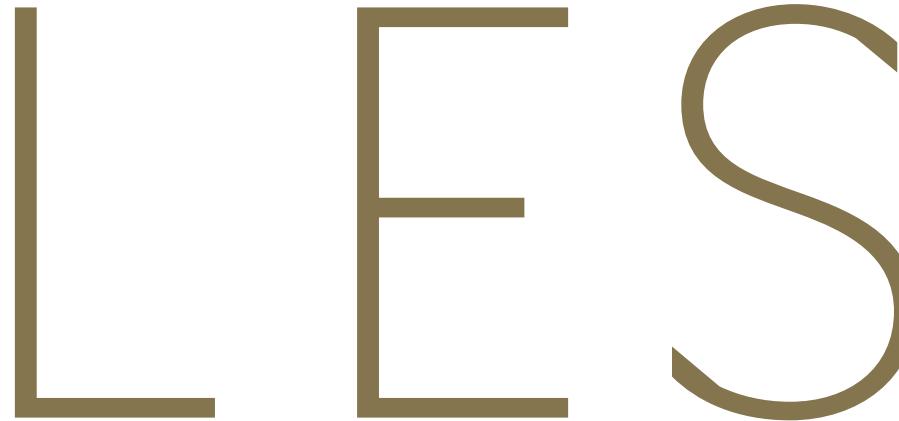
« Partout en France, des églises se dégradent. C'est un constat alarmant. »

La rénovation des églises est un enjeu patrimonial. C'est un enjeu de bâti, d'accessibilité et de sécurité, mais c'est aussi un enjeu d'usage. Car s'il est primordial de conserver le patrimoine, il est aussi important de le faire vivre, au bénéfice du plus grand nombre. Sur ce sujet, je crois que nous ne devons fermer aucun débat et trouver les voies d'une discussion sereine. Je pense que le colloque d'aujourd'hui en sera un jalon. Ce dialogue est à l'œuvre au quotidien dans les territoires, avec les diocèses, avec les élus. En Meurthe-et-Moselle, par exemple, des réflexions collectives ont été menées sous l'égide du CAUE avec l'ensemble des acteurs locaux, et ont abouti à l'édition d'un guide à destination des maires. Ça et là, des exemples intéressants émergent d'usages partagés qui, par exemple, préservent la sacralité de l'espace tout en l'ouvrant à des usages culturels ou associatifs complémentaires. La question de l'église communale est aussi l'occasion d'une réflexion d'ensemble sur l'espace urbain, sur l'animation d'un bourg, sur la vitalité d'une centralité. C'est pour cela que nous avons développé un volet sur le patrimoine dans le programme Petites villes de demain, opéré par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Il vise justement à redynamiser les petites centralités. Les églises étant bien souvent au cœur géographique et symbolique de ces centralités, elles sont intégrées à la réflexion. Avec la Fondation de France et le ministère de la Culture nous avons d'ailleurs lancé plusieurs démarches visant à labéliser des Petites villes de demain, à distinguer des projets patrimoniaux majeurs avec un prix « Engagé pour le patrimoine », et à accompagner des projets patrimoniaux à l'aide d'une plateforme en ligne. Par ailleurs, je pense que dans le cadre du plan « Reconquête tourisme » qui vient d'être annoncé par le Premier ministre, et de son volet d'ingénierie, nous aurions matière à travailler collectivement pour identifier les besoins en ingénierie, dans la perspective de renforcer la mise en tourisme de nos églises rurales (par exemple avec le concours des outils numériques). Devant l'ampleur des enjeux, nous aurons besoin de toutes les forces. Et je suis convaincue du rôle majeur qu'à jouer la Sauvegarde de l'Art Français dans cette mobilisation collective, pour donner un nouveau souffle à nos petites centralités, si riches par leur histoire et leur patrimoine mais aussi par leurs potentialités.

Mesdames, Messieurs,
Paul Valéry écrivait dans l'un de ses poèmes « Le passé, l'avenir sont frères ». Je crois que nos églises rurales, au fond, incarnent ce pont entre les époques, ce pont entre les gens. Elles sont un témoignage essentiel de l'histoire de notre pays, mais elles ont aussi en elles un potentiel immense pour faire vivre le patrimoine, pour faire vivre nos territoires. Grâce à des acteurs comme la Sauvegarde de l'Art Français, grâce à vous tous ici réunis, grâce à votre mobilisation dans chacune de vos institutions et de vos territoires, je crois que nous engageons collectivement une belle dynamique. Une dynamique pour nos églises, pour notre patrimoine, pour nos territoires ruraux. Je vous remercie de votre attention et vous souhaite d'excellents échanges. ♦





**L'aide aux œuvres
d'art**
p. 71

—
V| ~ p‡ g z P,, < 5
\\ v†y M < é z y 5
F v†xz
p. 71
az< g vmpv | †z< 5
é Oey v†OE< :‡ é z 5
† p‡,z Qz 5z v é z 5
y z 5‡†y< y p‡f Qz
y p vCEm‡ †z
p. 72

az< g †OEZp ~ z< 5
v 5z v ~xz 5
y p vCEm‡ †z
p. 75

az g ~ p‡, OE 5' xé z † :5
pz mz OEZ y x 5
,z †z< g z 5' z †| v| z 5
y v†< g 5z< OE vC‡ † 5
y p vCEm‡ †z g †xv,,
p. 80



**La Sauvegarde
au soutien
du patrimoine bâti**
p. 37
—
hv vz 5z< g y f~x z< 5
z †p e ~ „
p. 38
az g †m OE
p. 38

† OE v ~ z'
y' nvz Qz OEzx †x 5
p. 40
av 5é | † † p v OE
y z-F v †xz g Qz 5
„ V OE v †cv ~ :5
† p v OE †v v OE
p † p é< z vz g Qz
OE †c mz OEz 5z 5
pv OE m † †z 5é | † † v „
p. 42

**Faire connaître
et faire aimer
les merveilles
de nos régions**
p. 85

—
av g †y v OE † p † 5
„ V OE g zx } z x } z
p. 88
† OE v ~ z' g z 5
\\ v e „ p v m † †
p. 90
az p ~ x
p. 92
vxx z ~ z 5 † z 5
† † v z „ z g † y v OE † 5
vb OE g vzx 5
,z g MF
p. 94
az p v OE † v v OE
p. 96



LA SAUVEGARDE AU SOUTIEN DU PATRIMOINE BÂTI

Chaque année, la Sauvegarde de l'Art Français soutient financièrement de nombreux chantiers en faveur des églises et chapelles de France, en grande partie rurales et détenues par des petites communes. Cette aide est toujours appréciée pour réduire le poids des dépenses sur ces municipalités qui luttent pour préserver l'héritage commun de notre pays.

«C'était le type même de ces petites églises de village, pauvres et dignes où l'effort pour plaire touche par sa réserve même.»

Note de la marquise de Maillé à propos de l'église Saint-Georges d'Azerables (Creuse), en 1936.

FOCUS

120
édifices soutenus
en 2021

992 000 €
accordés en 2021

4 100
chantiers soutenus
depuis 1972

p. 32-33
Église de la Madelaine
à Aix-en-Provence
(Bouches-du-Rhône)

←
Église Saint-Georges
d'Azerables (Creuse).

Sauver les édifices en péril

La plus grande part des aides accordées provient du legs de la marquise de Maillé, la deuxième présidente de la Sauvegarde. L'attribution des dons issus de ce legs doit ainsi répondre à des conditions testamentaires précises. Il faut que les édifices soient de préférence, des églises ou chapelles, antérieures à 1800, non classées au titre des Monuments historiques, mais de préférence inscrites à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Les travaux doivent concerner le gros œuvre : structure de charpente, couverture et maçonnerie à l'exclusion des travaux de peinture, de menuiserie, d'enduits intérieurs, d'électricité ou de chauffage...

Pour les édifices qui ne peuvent prétendre au legs Maillé, la Sauvegarde de l'Art Français peut proposer d'accompagner un porteur de projet dans sa recherche de mécènes en abritant une souscription.

Un réseau de 78 correspondants porte l'action de la Fondation dans les régions.

Le comité

Cet organisme consultatif examine les demandes d'aide, émet un avis sur les travaux proposés et sur le montant de l'aide éventuelle à apporter. Ce comité est composé de personnalités hautement qualifiées : archivistes-paléographes, historiens de l'art, conservateurs du patrimoine, architectes...

Les travaux du comité sont dirigés par deux équipes d'architectes et d'historiens d'art :

- Élisabeth Caude, *archiviste-paléographe et conservatrice générale du patrimoine, directrice du service à compétence nationale des musées nationaux des châteaux de Malmaison et Bois-Préau, de l'île d'Aix et de la Maison Bonaparte à Ajaccio.*
- Benjamin Mouton, *inspecteur général, architecte en chef honoraire des Monuments historiques.*
- Éric Pallot, *président de l'ICOMOS France, inspecteur général, architecte en chef honoraire des Monuments historiques.*
- Philippe Plagnieux, *historien de l'art, professeur à l'École nationale des chartes.*
- Michel Goutal, *inspecteur général, architecte en chef des Monuments historiques.*
- Colette di Matteo, *conservateur général du patrimoine, inspecteur général des Monuments historiques.*

→
**Église Saint-Martin
de Grevilly (Sâone-
et-Loire), soutenue en
2020 pour des travaux
d'assainissement.
© Dominique Robert**



**INTERVIEW****Yvette Petit-Decroix**

Correspondante de la Sauvegarde de l'Art Français pour l'Eure

Comment définiriez-vous votre rôle de correspondante de la Sauvegarde de l'Art Français ?

C'est d'abord un rôle de passeur, entre la Sauvegarde et les porteurs de projets, un rôle d'intermédiaire actif pour expliquer l'aide éventuelle que peut apporter la Sauvegarde. Mon rôle consiste aussi à défendre les projets de l'Eure auprès de la Sauvegarde de l'Art Français et principalement de la responsable des projets pour la Normandie. Il s'agit notamment de compléter le dossier de demande formelle en expliquant le contexte propre à chaque cas. Il faut par exemple mettre en avant la faible démographie des petites communes et le manque de moyens, et présenter ce qu'a déjà fait la commune pour son patrimoine, pas seulement religieux: les travaux exécutés sur la mairie, le petit patrimoine vernaculaire et le patrimoine mémoriel. Il faut aussi expliquer les motivations des porteurs de projets en valorisant ceux qui sont attachés au patrimoine. D'autre part, j'ai un rôle de représentation. Il faut aller sur le terrain avant les travaux pour expliquer ce qu'est la Sauvegarde de l'Art Français et être présent lors des inaugurations pour remettre les plaques et insister sur l'aide accordée et les raisons de cette aide.

« C'est d'abord un rôle de passeur, entre la Sauvegarde et les porteurs de projets, un rôle d'intermédiaire actif pour expliquer l'aide éventuelle que peut apporter la Sauvegarde. »

Il s'agit aussi de participer à des réunions du patrimoine. J'ai ainsi une réunion tous les deux mois avec les conservateurs (Antiquités et objets d'art et Monuments historiques) pour faire le point sur les dossiers en cours et voir si les communes ont pensé à faire une demande auprès de la Sauvegarde (ce qui n'est pas toujours le cas).

Enfin, je dois aussi aller présenter aux responsables locaux le rôle de la Sauvegarde de l'Art Français (par exemple lors de la réunion des maires de l'Eure). Je fais systématiquement auprès du préfet et des sous-préfets et auprès des élus des communautés de communes, comme ceux de l'agglomération Seine-Eure, avec qui je dialogue.

Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez sur le terrain auprès des porteurs de projet ?

La plus grosse difficulté est la méconnaissance des collectivités, de leurs devoirs et de leurs responsabilités concernant le patrimoine. Pour les églises, beaucoup d'élus n'ont pas la notion de sécurité et ne voient pas la nécessité d'un entretien régulier, tous ne savent pas qui doit posséder les clés. Le b.a.-ba de l'entretien n'est pas toujours acquis: on voit par exemple des descentes

pluviales qui tombent au pied des églises, ce qui entraîne des problèmes d'humidité et d'infiltration. Les propriétaires privés en général font plus attention aux biens qu'ils ont achetés.

Comment inciter les communes à mieux prendre soin de leur patrimoine ?

Il faut les informer de leurs obligations. Dans le département de l'Eure, nous sommes nombreux à le faire. L'Union des maires de l'Eure a entrepris de réunir les maires et les affectataires des églises par grands secteurs géographiques. Cela concerne une centaine de communes à chaque fois. Devant eux interviennent les personnes concernées par le patrimoine : l'architecte des bâtiments de France, le conservateur des Monuments historiques, les conservateurs des Antiquités et objets d'art et l'évêque, sensible au patrimoine. Les intervenants mettent généralement en avant le rôle

« La plus grosse difficulté est la méconnaissance des collectivités, de leurs devoirs et de leurs responsabilités concernant le patrimoine. Pour les églises, beaucoup d'élus n'ont pas la notion de sécurité et ne voient pas la nécessité d'un entretien régulier. »

de la Sauvegarde de l'Art Français et de la Fondation du patrimoine pour les aides. Lors de ces réunions les problèmes de sécurité sont particulièrement détaillés, surtout après l'incendie de Notre-Dame de Paris et celui de l'église de Romilly-la-Puthenaye (Eure) en avril 2021.

En 2021, huit projets ont été aidés dans l'Eure, parlez-nous de celui qui vous a le plus touchée.

Deux projets m'ont particulièrement touchée. D'abord l'église de Pierre-Ronde à Beaumesnil, les travaux ont commencé il y a exactement trente ans. Le projet est soutenu depuis le début par une association dirigée par Frédéric Épaud, archéologue spécialiste des charpentes médiévales. Grâce à cette association, qui a fait intervenir des bénévoles sous la houlette de spécialistes (notamment pour la restauration des peintures), le chantier a pu s'achever récemment. Je trouve extraordinaire que le projet ait pu être maintenu à bout de bras par une association pendant trente ans. Elle avait obtenu le prix Trévise de la Sauvegarde en 2017. La reconstruction du porche d'entrée de l'église s'achève et marque la fin des travaux. L'église n'est plus consacrée, mais va devenir un pôle culturel pour des expositions centrées sur le patrimoine et sa restauration. Ensuite, l'église de Dame-Marie à Sainte-Marie-d'Attez. C'est une commune nouvelle de trois anciennes communes qui rassemble un peu plus de 400 habitants. Elle s'est occupée de ses trois églises : Sainte-Marie-d'Attez, Saint-Ouen-d'Attez et Dame-Marie. Le maire, M. Brault, est très attaché au patrimoine et à la mémoire de ses villages. Ainsi en 2014, il a fait planter un verger de onze pommiers normands par les enfants de la commune pour représenter les onze morts de la Grande Guerre. Deux exemples de sauvegarde et de restauration du patrimoine que j'aimerais voir se multiplier dans l'Eure. ♦

CHIFFRES-CLÉS

21
sites ayant obtenu
un avis de
la Sauvegarde

3143
édifices protégés
dans la région

13
villes d'art
et d'histoire

160
opérations
de restauration
accompagnées
chaque année
par la Région



La région Hauts-de-France et la Sauvegarde de l'Art Français: un partenariat pour préserver et transmettre le patrimoine régional

Conclu en janvier 2021, le partenariat entre la région des Hauts-de-France et la Fondation pour la Sauvegarde de l'Art Français vise à fournir un conseil à la Région dans sa politique de soutien au projet de restauration du patrimoine.

Le premier comité commun a eu lieu en 2021, permettant aux représentants de la collectivité et aux experts bénévoles de la Sauvegarde de statuer en faveur d'une aide pour les dossiers soumis à la Région.



→
Église Saint-Denis
d'Avrigny (Oise).
© A. Pictche



←
Château du Plouy
à Vismes-au-Val
(Somme).
© A. Pictche

Les Hauts-de-France: une région volontariste pour soutenir la restauration de son patrimoine

Terre de cathédrales et de beffrois, la région Hauts-de-France est riche en patrimoine historique, industriel et mémoriel. En plus de soutenir des grands chantiers de restauration, la Région apporte chaque année son aide à plusieurs dizaines de projets conduits par des communes, des associations ou des propriétaires privés qui valorisent leur patrimoine. La diversité de ce patrimoine, du calvaire du village de l'Oise à la hallekerque du Pas-de-Calais en passant par le patrimoine castral du Nord, constitue une mosaïque d'héritages historiques et culturels que la Région contribue à entretenir et à valoriser. Elle apporte ainsi un appui essentiel aux équipes municipales, aux associations et à la société civile qui portent le combat pour le patrimoine régional.

En 2021, la Région a souhaité mettre en place un protocole avec la Sauvegarde de l'Art Français au titre de sa politique de «Vitalité de territoires et relations aux habitants : accompagnement de la rénovation du patrimoine» (délibération n°20170735 du Conseil régional du 29 juin 2017). Cet engagement de la Région permet de poursuivre une politique volontariste en faveur de la restauration et de la valorisation du patrimoine grâce aux dispositifs d'aide à la restauration (PARE, PARU/PARP). La Région s'adjoint ainsi les compétences et l'appréciation de la Sauvegarde de l'Art Français pour instruire les demandes d'aide qui lui sont adressées.

Mettre l'expertise de la Sauvegarde de l'Art Français au service du patrimoine soutenu par la région

Le partenariat permet de mettre l'expertise du comité d'action de la Sauvegarde au service des dossiers instruits par la Région. La première réunion de ce comité, conduite avec la Région le 1^{er} juin 2021, a permis d'étudier 21 demandes d'aides.

Les experts ont délivré un avis assorti de recommandations pour le porteur de projet afin que la restauration puisse se faire le plus finement possible et dans le respect de l'architecture des bâtiments.



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

EN 2021

9 000 €

distribués

2

édifices aidés

DEPUIS 1972
2,5 M€
distribués**229**

édifices aidés

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Ain	Saint-Didier-de-Formans	Chapelle funéraire Notre-Dame	5000 €
Drôme	Crest	Chapelle Sainte-Marie des Cordeliers	4000 €

«Même planté dans un coin perdu, chaque édifice est un arbre qui fait partie de la grande forêt nationale, un arbre qui a frémî aux souffles formidables de notre passé, chacun d'eux devrait être indéracinable, intangible, sacré.»

Duc de Trévise, note sur l'elginisme, s.d. [1927].



→
Chapelle funéraire
Notre-Dame à
Saint-Didier-de-Formans (Ain).
© Dominique Robert

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION SAINT-DIDIER-DE-FORMANS, CHAPELLE FUNÉRAIRE NOTRE-DAME

Communément appelée «Chapelle du Vieux Bourg», la chapelle Notre-Dame est attestée dès le XIV^e siècle lorsque les seigneurs de Tanay transfèrent à l'église romane de Saint-Didier de Formans, leur chapelle castrale.

Rattachée à la fraternité de Trévoix au XVI^e siècle, la chapelle est malgré tout délaissée et finit par tomber en ruine. C'est son nouvel acquéreur, Jacques Bernoud, greffier des élus de Lyon, qui la fait rebâtir entre 1610 et 1612.

La chapelle, qui correspond à l'actuelle chapelle du Vieux Bourg, est adossée au mur gouttereau de l'église primitive que fit crever le sieur Bernoud pour créer une ouverture sur la nef lui permettant d'assister, depuis la chapelle seigneuriale, à l'office qui se déroule dans l'église. Une entrée est également aménagée, donnant sur le cimetière alors enclos.

Désaffectée lorsqu'un nouvel édifice de culte eut été construit dans l'autre partie du village, la chapelle est progressivement abandonnée. En 1868, l'église romane adjacente est détruite. Depuis plus de vingt ans, l'Association Saint-Didier commune rurale (ASDCR) Nature & patrimoine œuvre de concert avec la commune pour la restauration de la chapelle du Vieux Bourg dont les quatre murs sont parvenus jusqu'à nous mais qui, en l'absence de toiture, se dégradent lentement.

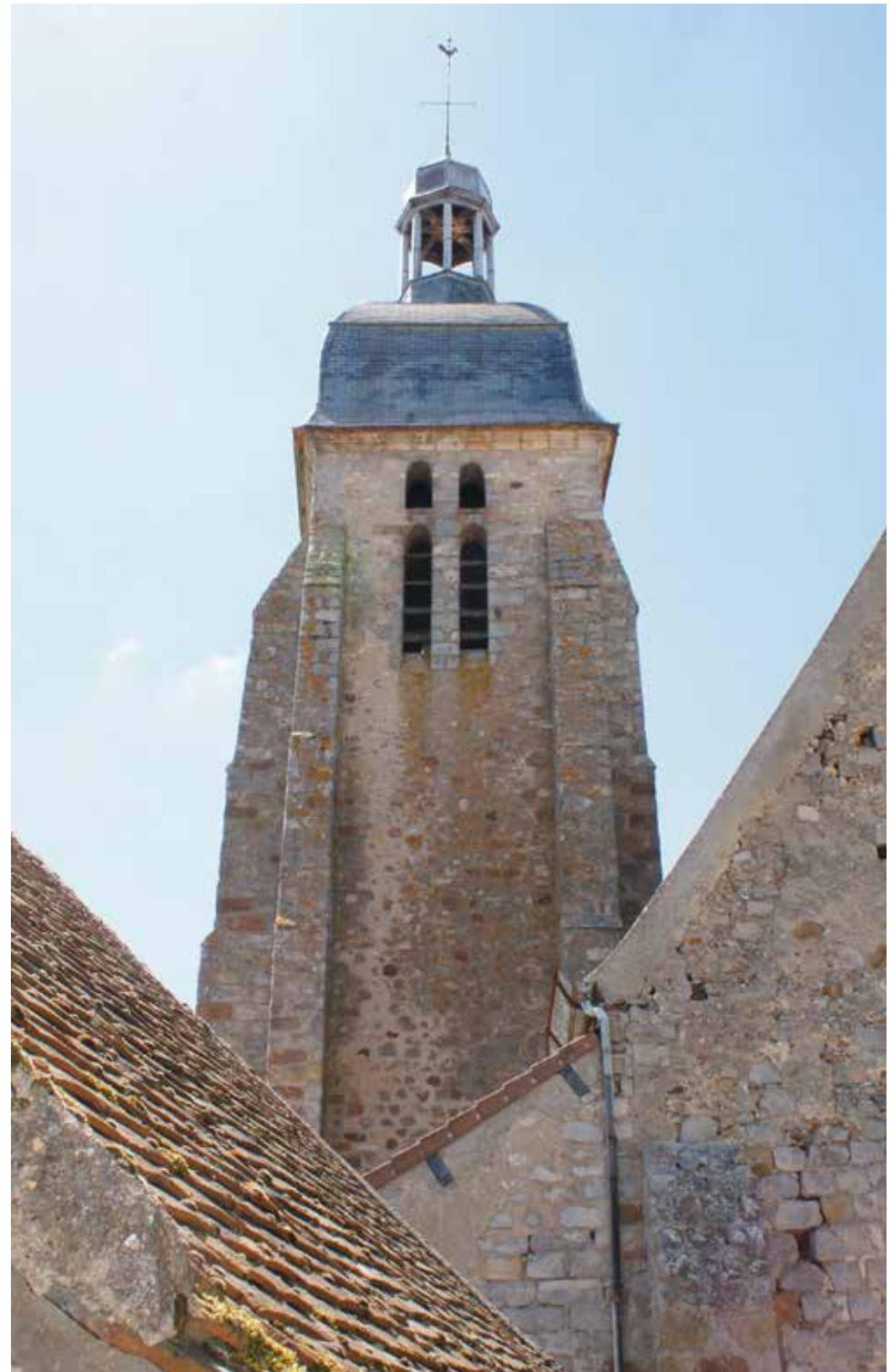
En 2021, la Sauvegarde a apporté son soutien à la consolidation des maçonneries ainsi qu'à la mise en œuvre d'une charpente et d'une couverture, indispensables à la conservation pérenne du plus ancien témoin de l'histoire de Saint-Didier-de-Formans.

«Chaque année, à l'université, je consacre un cours à montrer en détail comment le mur sud de la chapelle raconte mille ans d'histoire, grâce à une analyse minutieuse des maçonneries. Tous les étudiants connaissent par cœur le mur-palimpseste de Saint-Didier-de-Formans. [...] Les césures, les trous de boulin, le rétrécissement des niches de l'autel, la tranche de la pseudo-abside... Comme un jeu de piste qui ouvre une porte inconnue sur un passé très riche et heureusement préservé par les passionnés de Saint-Didier.»

Nicolas Reveyron, professeur d'histoire de l'art et d'archéologie du Moyen Âge à l'université Lumière Lyon 2.

LIEU
Saint-Didier-de-Formans, Ain

INFOS
1 890
habitants
Non protégée



BOURGOGNE – FRANCHE-COMTÉ

EN 2021

88 000 €

distribués

11

édifices aidés

DEPUIS 1972

5,7 M€

distribués

386

édifices aidés

LIEU

Vinneuf,
Yonne

INFOS

1148
habitants

I.S.M.H.

30/03/1926

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Côte-d'Or	Marmagne	Église Saint-Léonard	8000€
Côte-d'Or	Reulle-Vergy	Église Saint-Saturnin de Vergy	4000€
Côte-d'Or	Seurre	Église Saint-Martin	7000€
Côte-d'Or	Tichey	Église Saint-Pierre	6000€
Nièvre	Asnois	Église Saint-Loup	6000€
Nièvre	Saint-Parize-en-Viry	Chapelle de Montempuy	5000€
Nièvre	Moraches	Église Saint-Nazaire et Saint-Celse	8000€
Yonne	Courgis	Église Notre-Dame	7000€ 8000€
Yonne	Vinneuf	Église Saint-Georges	17000€
Yonne	Val-de-Mercy	Église Saint-Aubin	8000€
Yonne	Villecien	Église Notre-Dame	4000€

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION VINNEUF, ÉGLISE SAINT-GEORGES

L'église Saint-Georges de Vinneuf témoigne du lointain passé de la commune grâce à son portail roman. La majeure partie de l'édifice aurait été construite au XII^e siècle, avec un agrandissement au XVI^e siècle. Le clocher date de la seconde partie du XIV^e siècle. Son portail est composé d'une porte en ogive, encadrée par six colonnes à chapiteaux munis de feuillages, et s'ouvre sur une belle nef voûtée en bois et un chœur à voûtes d'ogives du XV^e siècle. Au sud du chœur s'élève une tour ouverte par de longues baies cintrées et surmontée d'un clocher à la toiture à l'impériale. En 2017, la Sauvegarde de l'Art Français a accordé à la commune 15 000€ pour la réfection complète du clocher. Cette année, ce sont 17 000€ qui ont été accordés pour la restauration des toitures et des façades de la nef.

«Lors de ma prise de fonction en tant que maire de la commune de Vinneuf, le 28 mars 2014, j'ai décidé de faire un bilan sur mon village d'origine auquel je suis attaché. (...) J'ai également proposé la création d'une association "Vinneuf – Les amis du patrimoine". (...) Mais la bonne volonté de tous ne suffira pas pour notre petite commune si nous n'avons pas d'aides financières complémentaires pour faire survivre notre patrimoine.»

Sylvain Nezondet, maire de Vinneuf.



BRETAGNE

EN 2021

42 000€

distribués

5

édifices aidés

DEPUIS 1972

1,7 M€

distribué

143

édifices aidés

LIEU

Plouharnel,
Morbihan

INFOS

2 197
habitants

I.S.M.H.

15/06/1925

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Côtes-d'Armor	La Roche-Jaudy	Chapelle Sainte-Anne du château de Kermezen	9 000€
Finistère	Dinéault	Église Sainte-Marie-Madeleine	8 000€
Finistère	Guilligomarc'h	Chapelle Notre-Dame-de-la-Clarté	8 000€
Finistère	Spézet	Ancien presbytère	7 000€
Morbihan	Plouharnel	Chapelle Notre-Dame-des-Fleurs	10 000€

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION

PLOUHARNEL, CHAPELLE NOTRE-DAME-DES-FLEURS

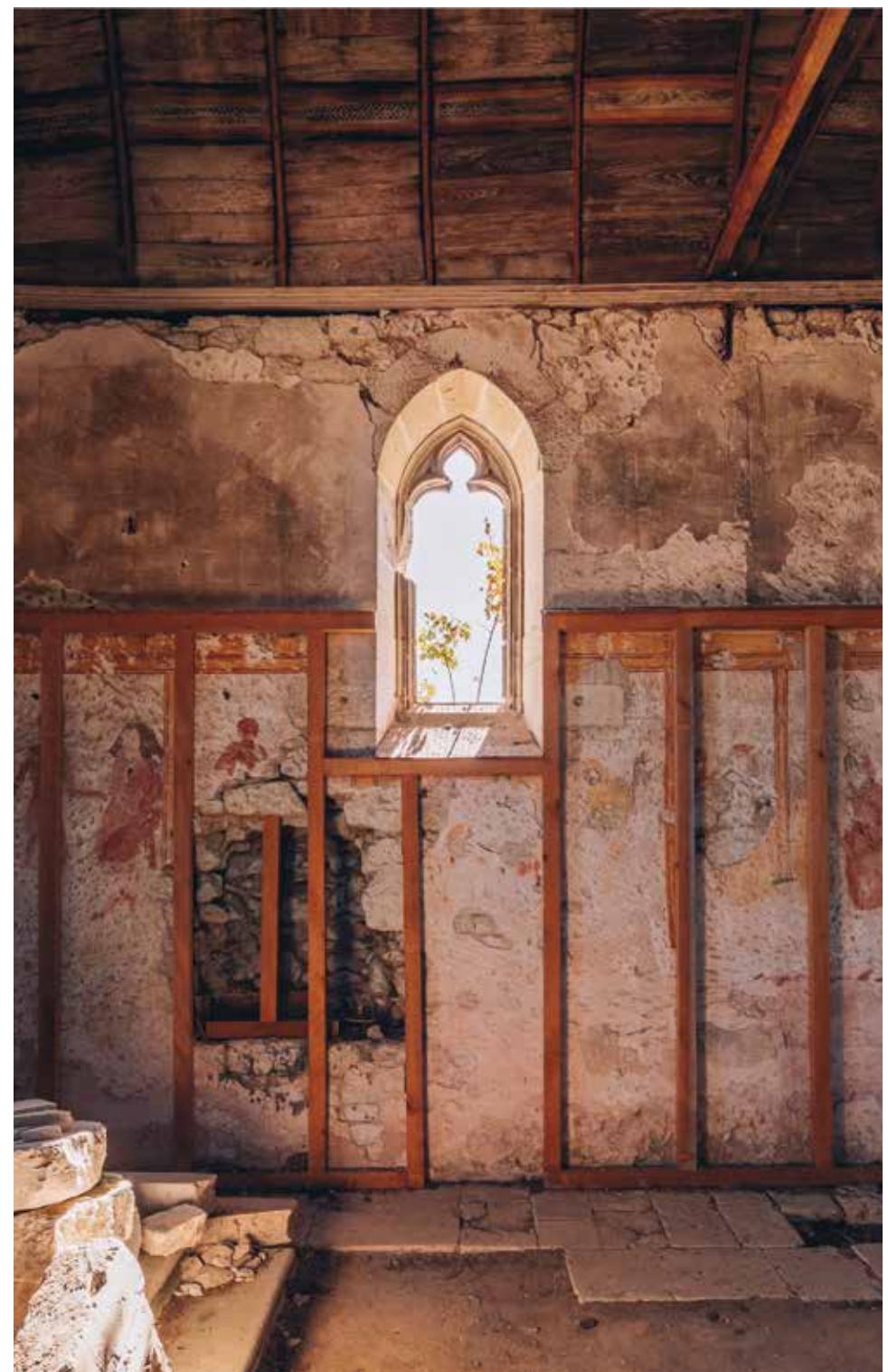
Édifiée au XVI^e siècle, la bien-nommée Notre-Dame des bourgeons à fleurs – *Intron Varia er Bleu* en breton – surplombe la baie de Quiberon.

Elle se caractérise par son imposante façade occidentale, surmontée d'un clocheton en pierre qu'encadrent deux tourelles octogonales, dont l'une permet d'accéder à la cloche. Le chevet donne à admirer une superbe baie à réseau flamboyant qui enserre un vitrail moderne, évoquant la dédicace de la chapelle. Après avoir mené à bien les travaux de drainage nécessaires, la commune, soutenue par l'association locale, a entrepris de restaurer la charpente ancienne et la couverture en ardoise de l'église. Pour ces travaux bien pensés et bien encadrés, la Sauvegarde a octroyé une aide de 10 000€.

«Il est urgent de restaurer la toiture de la Chapelle Notre-Dame-des-Fleurs (...) Nous avons le privilège de profiter des chefs-d'œuvre des bâtisseurs du XVI^e siècle, de l'âge d'or de la Bretagne. Transmettons-les en bon état.»

Dominique Brugère et Jean-Noël Wilhelem, coprésidents de l'association des Amis de la chapelle et du site de Notre-Dame-des-Fleurs.





CENTRE- VAL DE LOIRE

EN 2021

83 000 €
distribués

11
édifices aidés

DEPUIS 1972

3,1 M €
distribués

312
édifices aidés

LIEU
Preuilly-sur-Claise,
Indre-et-Loire

INFOS
1 070
habitants
I.S.M.H.
13/05/1953

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Cher	Sury-en-Vaux	Église Saint-Étienne	7000€
Eure-et-Loir	Intréville	Église Saint-Laurent	7000€
Eure-et-Loir	Souancé-au-Perche	Église Saint-Georges	10000€
Eure-et-Loir	Villiers-Saint-Orien	Église Sainte-Christine	8000€
Eure-et-Loir	Crécy-Couvé	Église Saint-Éloi et Saint-Jean-Baptiste	2000€
Indre	Buzançais	Chapelle du Prieuré Sainte-Croix	10000€
Indre-et-Loire	Preuilly-sur-Claise	Chapelle de Tous-les-Saints	7000€
Loir-et-Cher	Sougé	Église Saint-Quentin	4000€
Loiret	Pierrefitte-ès-Bois	Église Saint-Amâtre	8000€
Loiret	Noyers	Église Saint-Pierre et Saint-Genou	10000€
Loiret	La Selle-en-Hermoy	Église Saint-Pierre-aux-Liens	10000€

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION PREUILLY-SUR-CLAISE, CHAPELLE DE TOUS-LES-SAINTS

La chapelle de Tous-les-Saints est construite originellement au xv^e siècle. Sa structure est modifiée au xviii^e siècle avec l'ouverture de la porte dans le mur latéral sud. Au xx^e siècle la façade s'effondre et la municipalité de l'époque envisage de demander le déclassement et de procéder à sa démolition totale. Elle est finalement rachetée par un particulier en 1950, qui la fait inscrire aux Monuments historiques en 1953. Au début des années 2000, la mairie en redevient propriétaire.

Ce sont les peintures murales à l'intérieur de l'église représentant une danse macabre qui donnent à cet édifice un intérêt tout particulier. Les visages des peintures murales sont burinés lors du saccage de la chapelle en 1562 pendant les guerres de Religion. Ce sont dans les années 1960 et 1970, lors de la mise hors d'eau de la chapelle, que la danse macabre réapparaît sous l'enduit dégradé.

Après une première phase de travaux aidée en 2017 par la Sauvegarde, la Fondation a renouvelé son aide en 2021 pour la restauration des maçonneries intérieures et extérieures.



CORSE

EN 2021

16 000 €distribués au titre
du legs Maillé**2**

édifices aidés

DEPUIS 1972

106 000

distribués

9

édifices aidés

LIEU

Castifao,
Haute-Corse

INFOS

160

habitants

Non protégée

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Haute-Corse	Castifao	Église Saint-Nicolas	10 000 €
Haute-Corse	Valle-di-Rostino	Chapelle Saint-Sylvestre	6 000 €

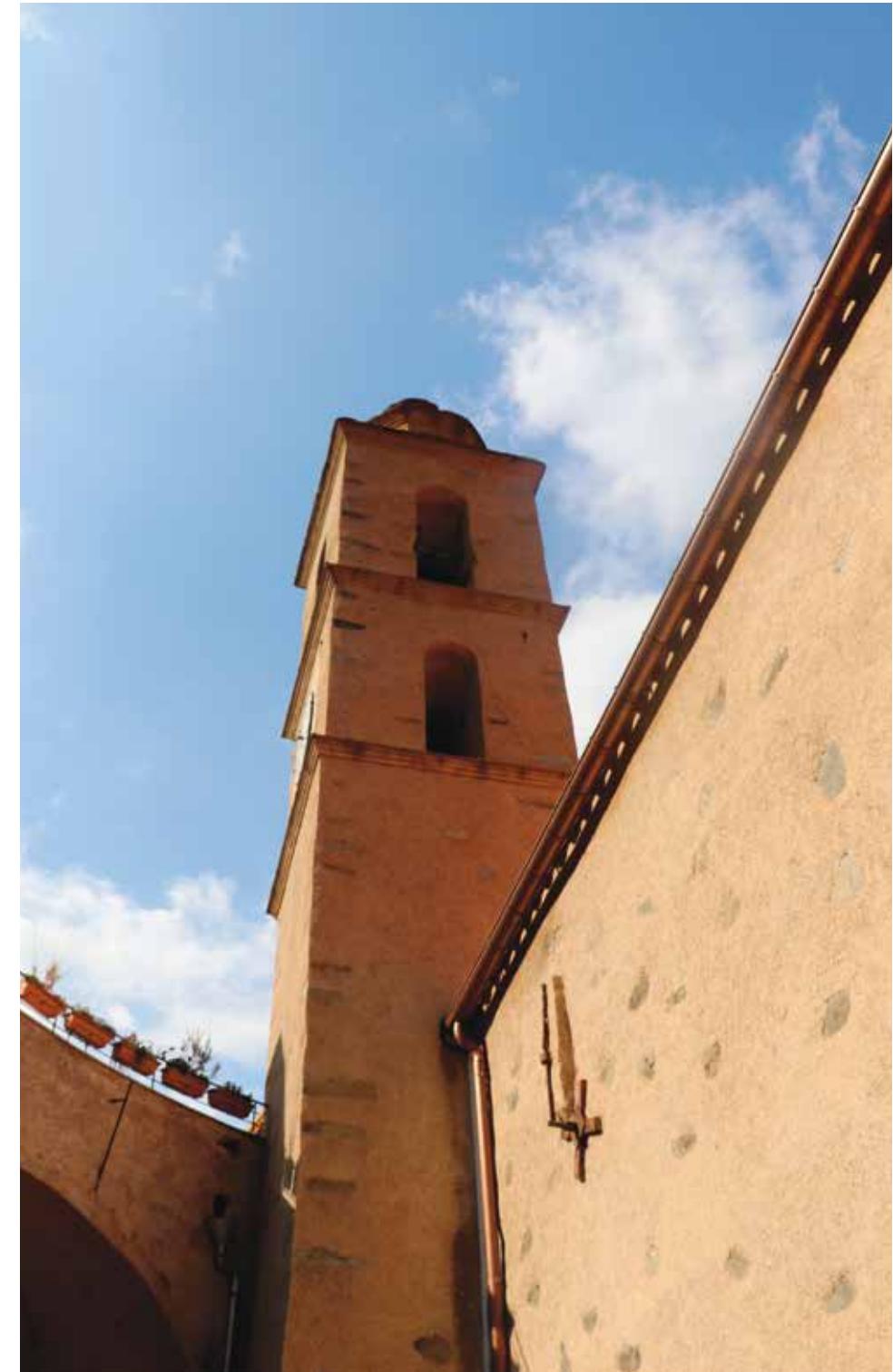
UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION

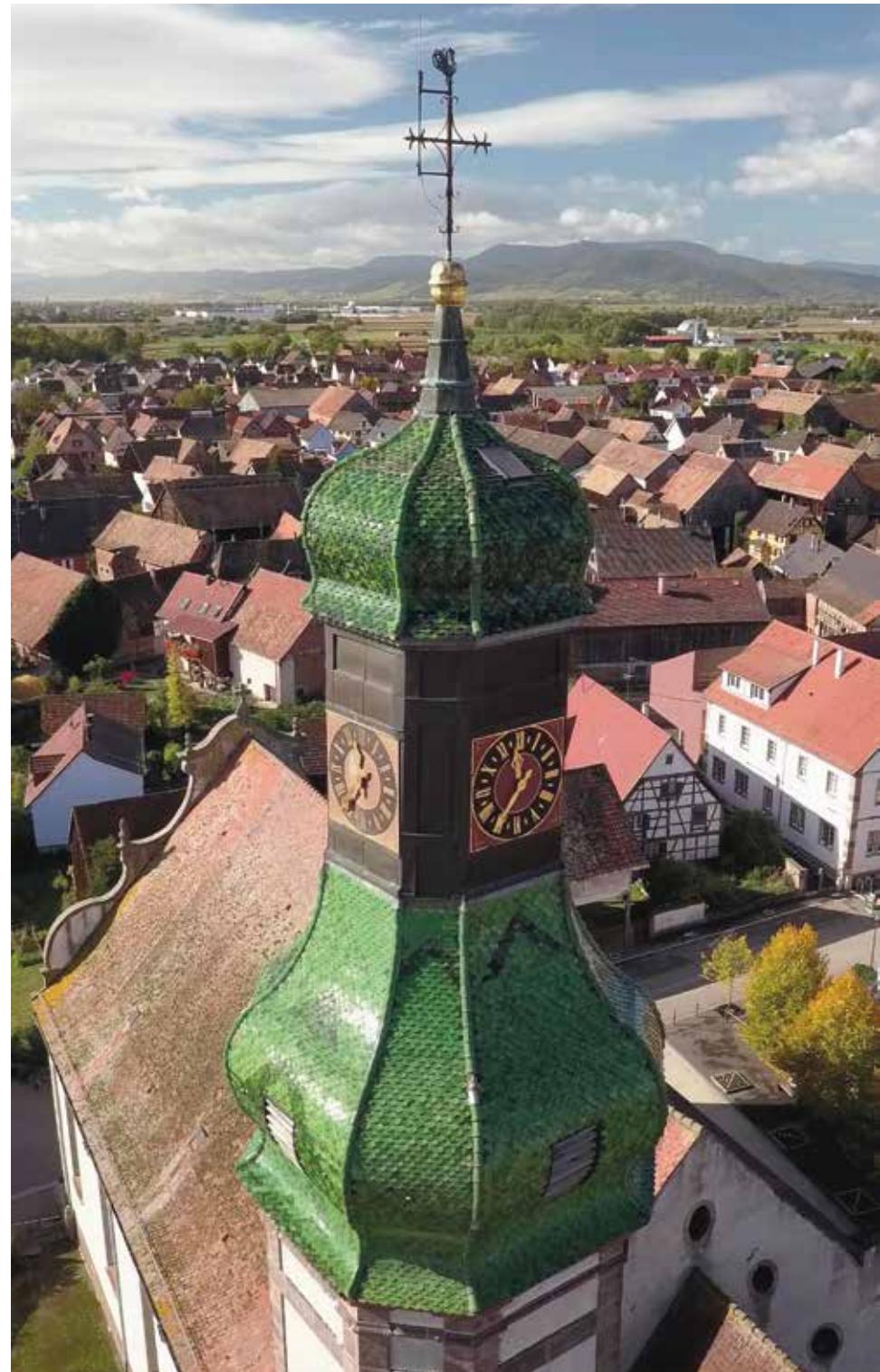
CASTIFAO, ÉGLISE SAINT-NICOLAS OU SAN NICULAIU

Si sa facture porte la marque du XVII^e siècle, l'église Saint-Nicolas résulte de l agrandissement à cette période d'une église plus ancienne, datée selon deux sources différentes du XI^e ou du XV^e siècle. Comme de nombreuses églises corses, l'église romane aurait ainsi été « modernisée » pour accompagner le mouvement baroque en pleine expansion dans l'île mais aussi dans toute l'Europe. Largement remaniée au cours du XVIII^e siècle, l'église Saint-Nicolas a été flanquée d'un clocher et d'un bâtiment abritant aujourd'hui la mairie. Elle arbore en outre une majestueuse voûte peinte, caractéristique du programme d'enrichissement pictural du XIX^e siècle qui a doté nombre d'églises corses de riches décors monumentaux. Soutenus par la Sauvegarde de l'Art Français, d'importants travaux de consolidation de la voûte et de réfection de la toiture ont été entrepris pour pouvoir ouvrir à nouveau l'église fermée depuis dix ans, en raison d'importants désordres structurels.

«La fermeture de ce bâtiment signe la fin de l'église en tant qu'espace de rassemblement des fidèles, de prière, de rencontre mais aussi, plus largement, comme place de diffusion de la sociabilité villageoise, une forme de pôle de partage humain dont notre village est désormais privé.»

Association pour la sauvegarde de l'église San Niculaiu de Castifao





GRAND EST

EN 2021

125 000 €

distribués au titre
du legs Maillé

19

édifices aidés

DEPUIS 1972

3,2 M€

distribués

235

édifices aidés

LIEU
Ebersheim,
Bas-Rhin

INFOS

2 200
habitants

I.S.M.H

08/10/1984

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Ardennes	Bourcq	Église Saint-Nicolas	2000 €
Ardennes	Logny-Bogny	Église Saint-Remacle	5000 €
Ardennes	Mesmont	Église Saint-Martin de Mesmont	5000 €
Aube	Baroville	Église Saint-Étienne	8000 €
Aube	Beurey	Église Saint-Andoche	12000 €
Aube	Chamoy	Église de l'Immaculée-Conception	5000 €
Aube	Estissac	Église Saint-Liébault	10000 €
Aube	Praslin	Église Saint-Parres	3000 €
Aube	Vallant-Saint-Georges	Église Saint-Julien	10000 €
Aube	Yèvres-le-Petit	Église Saint-Laurent	4000 €
Bas-Rhin	Blienschwiller	Église des Saints-Innocents	6000 €
Bas-Rhin	Ebersheim	Église Saint-Martin	10000 €
Marne	Courtisols	Église Saint-Memmie	12000 €
Marne	Les Mesneux	Église Saint-Rémi	10000 €
Marne	Montmirail	Église Saint-Timothée- et-Saint-Symphorien de l'Échelle-le-Franc	10000 €
Meuse	Brabant-le-Roi	Église Saint-Maurice	2000 €
Meuse	Chalaines	Église Notre-Dame de la Nativité	3000 €
Meuse	Lamorville	Abbaye Notre-Dame de l'Étanche	4000 €
Meuse	Ville-devant-Belrain	Église Saint-Georges	4000 €

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION EBERSHEIM, ÉGLISE SAINT-MARTIN

L'église Saint-Martin d'Ebersheim, construite en 1767, se situe dans le Bas-Rhin. Sa particularité vient de sa tour clocher à bulbe, couverte de tuiles vertes. Cette tour mesure 42 mètres de haut et abrite quatre cloches sonnant l'Angélus. S'y trouve également une horloge de 1827 construite par J.-B. Schwilgué, auteur de la troisième horloge astronomique de la cathédrale de Strasbourg.



HAUTS-DE-FRANCE

EN 2021

42000€

distribués

6

édifices aidés

DEPUIS 1972

4,5 M€distribués au titre
du legs Maillé**805500€**distribués grâce
au mécénat**312**

édifices aidés

LIEU

Villeneuve-d'Ascq,
Nord

INFOS

61000

habitants

I.S.M.H

06/09/1977

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Nord	Villeneuve-d'Ascq	Église Saint-Pierre de Flers-Bourg	10000€
Oise	Angivillers	Église Saint-Martin	2000€
Pas-de-Calais	Hestrus	Église Notre-Dame-de-Grâce	6000€
Pas-de-Calais	Setques	Église Saint-Omer	8000€
Pas-de-Calais	Tramecourt	Église Saint-Léonard	10000€
Somme	Estrées-lès-Crécy	Église Notre-Dame de l'Assomption	6000€

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION

VILLENEUVE D'ASCQ, ÉGLISE SAINT-PIERRE DE FLERS-BOURG

Construite à l'emplacement d'une première église du XI^e siècle, l'église Saint-Pierre de Flers-Bourg actuelle est édifiée au XVI^e siècle.

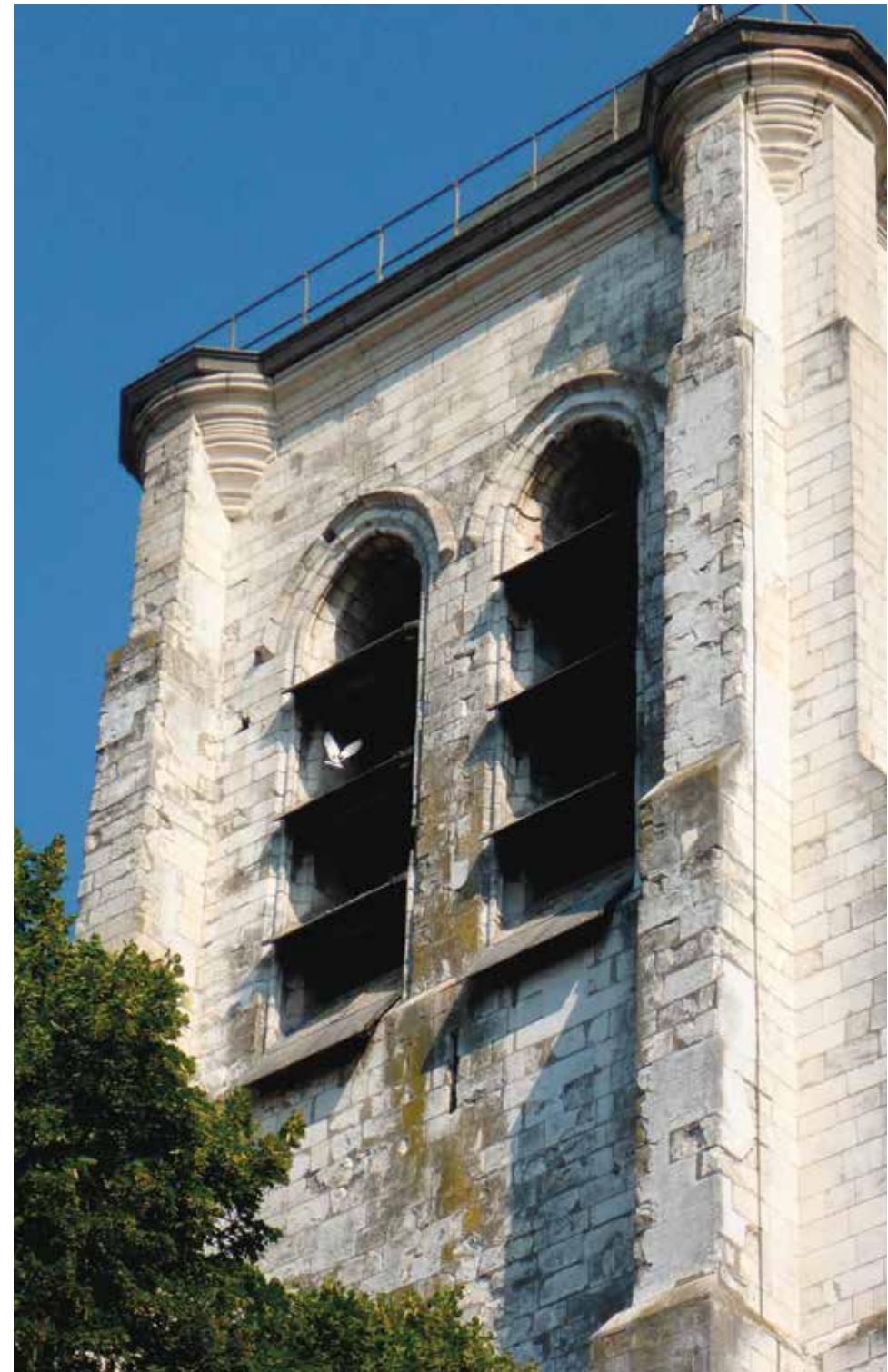
L'édifice, élevé en craie de Lezennes sur un soubassement en grès, est en forme de croix latine avec un transept peu saillant. L'intérieur de l'église est accessible par un portail monumental en grès, situé à la base du massif clocher-porche. Le portail, composé de vantaux en bois et de panneaux pleins cloutés, est classé au titre des Monuments historiques.

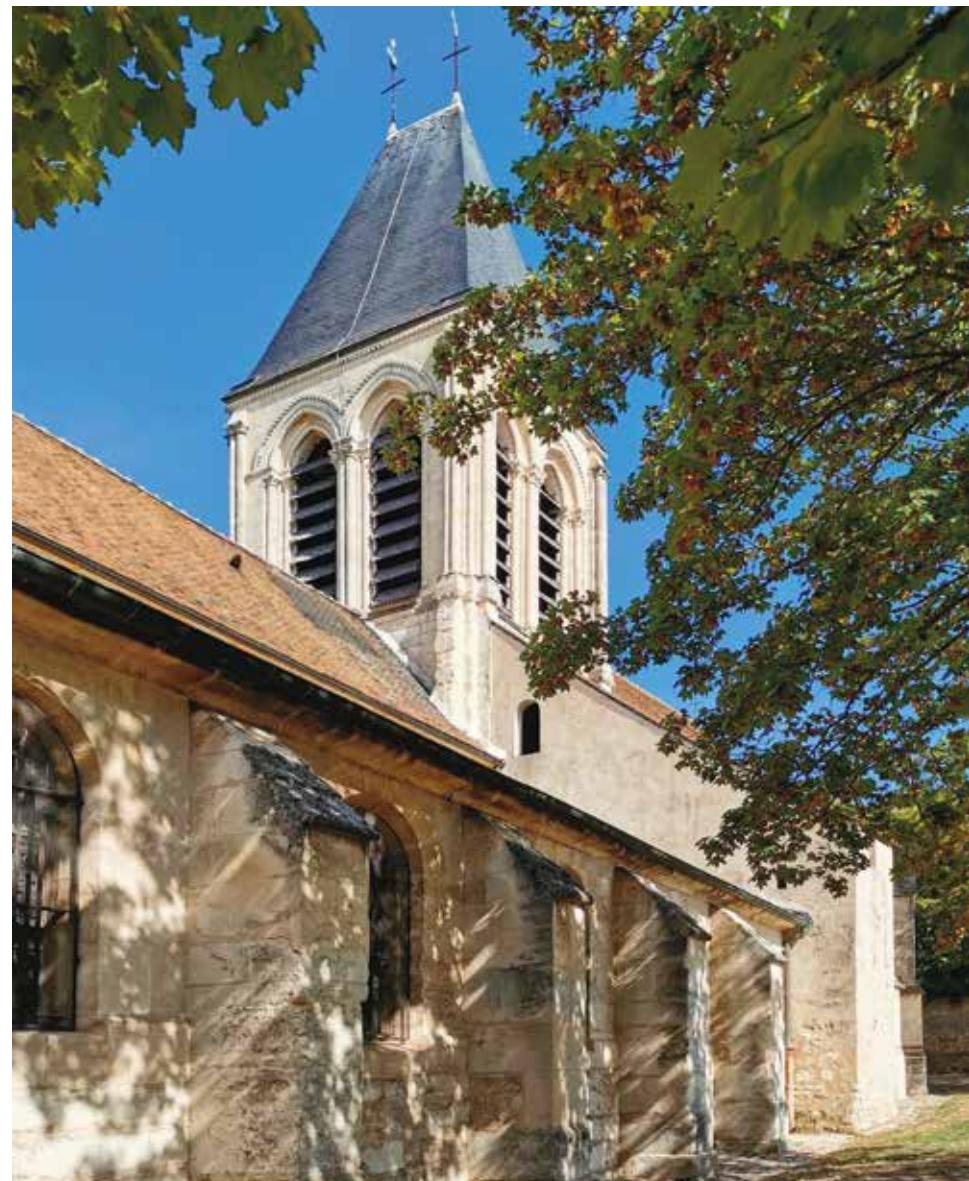
Le trumeau en bois est orné d'une représentation en bas-relief de saint Pierre. Au-dessus de cette sculpture se déploient les armoiries de Charles Quint.

Le clocher nécessitait une restauration complète pour laquelle la Sauvegarde de l'Art Français a octroyé un don de 10 000€.

«C'est avec plaisir que nous avons reçu votre courrier nous informant d'un don de 10 000€ pour permettre la restauration complète du clocher de l'église Saint-Pierre de Flers-Bourg. Nous vous remercions chaleureusement pour ce soutien dans ce beau projet de sauvegarde du patrimoine villeneuvois. »

Gérard Caudron, maire de Villeneuve-d'Ascq





«Préserver, valoriser, entretenir, embellir... Telles sont nos missions pour transmettre aux générations futures notre riche héritage patrimonial laissé par nos ancêtres herblaysiens. (...) Vieille de presque mille ans, notre église est le bâtiment le plus ancien de la ville. Elle fait partie intégrante de l'histoire d'Herblay et sa restauration est indispensable à sa bonne conservation.»

Oriane Simon, adjointe au maire déléguée au patrimoine, aux archives communales, à l'environnement, aux affaires fluviales, aux anciens combattants et aux conseils des quartiers.



ÎLE-DE-FRANCE

EN 2021

12 000€

distribués au titre
du legs Maillé

2

édifices aidés

DEPUIS 1972

1,2 M€

distribué au titre
du legs Maillé

83

édifices aidés

LIEU

Herblay-sur-Seine,
Val-d'Oise

INFOS

29 000

habitants

I.S.M.H

06/07/1925

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Val-d'Oise	Herblay-sur-Seine	Église Saint-Martin	5000€
Yvelines	Médan	Église Saint-Germain- et-Saint-Clair	7000€

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION HERBLAY-SUR-SEINE, ÉGLISE SAINT-MARTIN

L'église Saint-Martin d'Herblay-sur-Seine est composée d'une nef à trois vaisseaux, d'un transept dont la croisée est surmontée d'un clocher, d'un chœur, de deux chapelles latérales. L'ancienne sacristie sur le flanc nord du chœur est devenue un oratoire, prolongée au nord d'une nouvelle sacristie de style néogothique construite à la fin du XIX^e ou au début du XX^e siècle. La croisée du transept, datée des XIII^e et XIV^e siècles, est remarquable par les quatre piliers composés qui soutiennent le clocher. Le clocher, daté des XII^e et XIII^e siècles, est ouvert sur chaque face par deux grandes baies à voûssures retombant sur des colonnettes. Il est couvert d'un toit en pavillon avec une charpente du XIX^e siècle couverte d'ardoises. L'église Saint-Martin aurait été édifiée dans la deuxième moitié du XII^e siècle. Il subsisterait de l'édifice originel le transept et le clocher à la croisée. Vers 1540, après la démolition de l'ancien château de la ville, le chœur et les deux chapelles latérales actuelles sont construits. Aux XVIII^e siècle et XIX^e siècle, plusieurs campagnes de travaux et de restauration ont lieu. En 1905, les vitraux du XVI^e siècle se trouvant dans le chœur et la chapelle nord, sont classés au titre des Monuments historiques. En 1925, l'église Saint-Martin est inscrite à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques.



NORMANDIE

EN 2021

130 000€

distribués

19

édifices aidés

DEPUIS 1972

5 M€

distribués

350

édifices aidés

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Calvados	Branville	Église Saint-Germain	10 000€
Calvados	Cordebugle	Église Saint-Pierre-et-Saint-Paul	8 000€
Calvados	Courtonne-les-Deux-Églises	Église Saint-Paul	3 000€
Calvados	Manerbe	Église Saint-Jean-Baptiste	7 000€
Calvados	Saint-Désir	Église Saint-Laurent	15 000€
Calvados	Saint-Laurent-de-Condé	Église Saint-Laurent	10 000€
Eure	Barquet	Église Saint-Jean-Baptiste	5 000€
Eure	Bosc-Renoult-en-Ouche	Église Saint-Ouen de Rubremont	4 000€
Eure	Le Vaudreuil	Église Notre-Dame du Vaudreuil	8 000€
Eure	Mesnils-sur-Iton	Église Saint-Martin de Boissy-sur-Damville	4 000€
Eure	Moisville	Église Saint-Martin	10 000€
Eure	Saint-Germain-de-Pasquier	Église Saint-Germain	5 000€
Eure	Tilleul-Dame-Agnès	Église Saint-Martin	8 000€
Manche	Gratot	Église Notre-Dame de Gratot	10 000€
Manche	Le Teilleul	Église Notre-Dame	5 000€
Manche	Yquelon	Église Saint-Pair	5 000€
Orne	Bellême	Église Saint-Sauveur	4 000€
Seine-Maritime	Bierville	Église Saint-Pierre-et-Saint-Paul	3 000€
Seine-Maritime	Douvrend	Église Sainte-Marie-Madeleine	6 000€

Les activités

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION GRATOT, ÉGLISE NOTRE-DAME

Les éléments les plus anciens de l'église Notre-Dame datent des XIII^e et XIV^e siècles. L'édifice a principalement été refait au XV^e siècle par le seigneur d'Argouges, comme l'atteste la voûte en bois de la nef.

Le chevet de l'église date du XV^e siècle, ainsi que l'élégant clocher. Il s'apparente à la «tour fée» du château voisin et à l'ermitage qui se dresse à quelques kilomètres de là. Son élévation est très élancée et conforme à un modèle répandu dans la Manche.

Après avoir aidé une première fois la commune en 2003 pour la réfection des maçonneries des pignons est et ouest du clocher, la Sauvegarde a renouvelé son aide en 2021 pour la restauration des toitures de ce très bel édifice.



LIEU
Gratot,
Manche

INFOS
695
habitants

Façades et toitures
I.S.M.H.
18/08/1949



«Pour toutes ses particularités qui en font un édifice remarquable, ainsi que le lien d'attachement qui la lie à la population, nous avons à cœur de redonner à notre église son aspect chaleureux et accueillant. La municipalité a donc décidé de réaliser ces importants travaux de restauration (...). Cependant, pour notre petite commune, l'importance du chantier et son coût nous obligent à trouver des financements en complément des subventions habituelles.»

Marie-Hélène Vallier, maire de Consac.



EN 2021

106000€

distribués

11

édifices aidés

DEPUIS 1972

3,9 M€

distribués

321

édifices aidés

LIEU

Consac,
Charente-Maritime

INFOS

225

habitants

I.S.M.H

23/07/2003

NOUVELLE-AQUITAINE

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Charente	Ruffec	Église Saint-André	10000€ 10000€
Charente	Vouharte	Église Notre-Dame	7000€
Charente	Ruelle-sur-Touvre	Église Saint-Médard	2000€
Charente-Maritime	Consac	Église Saint-Pierre	12000€
Deux-Sèvres	Bouillé-Loretz	Église Saint-Pierre-ès-Liens	8000€
Dordogne	Vendoire	Église Notre-Dame-de-l'Assomption	5000€
Gironde	Blésignac	Chapelle Saint-Jean du Temple	3000€ 6000€
Haute-Vienne	Janailhac	Église Saint-Eutrope	8000€
Lot-et-Garonne	Frégimont	Église Sainte-Raffine de Gaujac	10000€
Lot-et-Garonne	Meilhan-sur-Garonne	Église Saint-Barthélémy de Tersac	8000€ 10000€
Lot-et-Garonne	Bournel	Église Sainte-Marie-Madeleine	7000€

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION CONSAC, ÉGLISE SAINT-PIERRE

Construite au centre du bourg, l'église Saint-Pierre compte parmi les plus anciennes de la région car elle date du XI^e siècle. Le clocher carré, composé de deux étages percés de fenêtres gothiques décorées de colonnettes à chapiteaux ornés de feuillages est ajouté au XIII^e siècle. Au XVI^e siècle, une chapelle latérale a été accolée sur tout le côté nord, elle s'ouvre par une porte Renaissance. On trouve dans le carré sous le clocher, huit remarquables chapiteaux archaïques avec un décor en méplat tout en motifs géométriques variés. Ces éléments seraient uniques en Saintonge. Face aux dégradations que subit ce bel édifice, la commune a programmé plusieurs tranches de travaux dont la première porte sur la restauration extérieure de la nef pour laquelle la Sauvegarde a apporté son soutien.



OCCITANIE

EN 2021

244 000€distribués au titre
du legs Maillé**5 000€**distribués grâce
à un mécène**25**

édifices aidés

DEPUIS 1972

3,2 M€distribués au titre
du legs Maillé**58 000€**distribués grâce
au mécénat**299**

édifices aidés

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Ariège	Alos	Église Notre-Dame-de-l'Assomption	5 000€
Ariège	Lagarde	Église de la Nativité-de-la-Vierge	6 000€
Ariège	Sieuras	Chapelle Saint-Laurent du château de Nogarède	15 000€
Aude	Carcassonne	Église Notre-Dame du Mont-Carmel	39 000€
Aude	Clermont-sur-Lauquet	Église Saint-Loup-de-Sens	7 000€
Aude	Rennes-le-Château	Église Sainte-Marie-Madeleine	5 000€
Gard	Cassagnoles	Église Saint-Martin	10 000€
Gers	Bouzon-Gellenave	Église Saint-Pierre de Gellenave	4 000€
Hte-Garonne	Espanès	Église Saint-Martin	3 000€
Hte-Garonne	Verfeil	Église Saint-Blaise	7 000€
Hautes-Pyrénées	Orignac	Église Saint-Martin	30 000€
Hérault	Neffiès	Église Saint-Alban	15 000€
Lot	Couzou	Chapelle Saint-Cyr de la Pannone	6 000€
Lot	Floressas	Église Saint-Martin	8 000€
Lot	Larnagol	Église Saint-Pierre-ès-Liens	2 000€
Lot	Payrac	Église Notre-Dame-de-l'Assomption de Camy	10 000€
Lot	Saint-Vincent-du-Pendit	Église Saint-Vincent	6 000€
Lozère	Nasbinals	Buron de La Cure	15 000€
Lozère	Saint-Étienne-Vallée-Française	Reproduction de la grotte de Lourdes du château de Cambiaire	5 000€
Pyrénées-Orientales	Arboussols	Église Nostra-Senyora-de-Las-Grades de Marcevol	15 000€
Pyrénées-Orientales	Égat	Église Saint-Étienne	5 000€
Pyrénées-Orientales	Fontpédrouse	Église de la Trinité de Prats-Balaguer	5 000€
Tarn-et-Garonne	Bouillac	Église Notre-Dame	10 000€
Tarn-et-Garonne	Coutures	Église Saint-Martin	14 000€
Tarn-et-Garonne	Goudourville	Église Saint-Julien-de-Brioude	2 000€

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION

ÉGLISE SAINT-MARTIN À ORIGNAC

Bâtie sur une butte, à l'intérieur d'un enclos défensif du XII^e siècle ou du XIII^e siècle, et dont l'actuel cimetière reprend le tracé arrondi, l'église Saint-Martin domine de toute sa majesté le village d'Orignac. D'une facture extérieure sobre, datant des XV^e et XVI^e siècles, l'église abrite, sur la fausse voûte en bois au-dessus du chœur, un splendide décor baroque. Réalisé au XVII^e siècle par la famille pyrénéenne Ferrere d'Aste, ce décor figurant des personnages bibliques est unique à l'échelle du département et très rare au niveau régional. Lorsqu'à la Révolution, le couvent des capucins de Médous, près de Bagnères-de-Bigorre, est fermé, les habitants d'Orignac demandent le transfert dans leur église de l'autel, du tabernacle et du baldaquin réalisés par Marc et Dominique Ferrère, ensemble mobilier remarquable, classé au titre des Monuments historiques. Soutenue depuis 2018 par la Sauvegarde de l'Art Français, la commune a entrepris la réfection de la couverture en ardoise dont l'état de délabrement mettait en péril le trésor que renferme l'église. Et c'est l'ardoisière de Labassière, dans les Pyrénées, l'une des dernières ardoisières encore en activité en France, qui fournira les matériaux nécessaires à une restauration traditionnelle exemplaire.

«Le conseil municipal, conscient de l'intérêt patrimonial de l'église Saint-Martin, s'est lancé dans le sauvetage de ce petit bijou témoin de nos racines. La tâche est gigantesque financièrement pour notre modeste village de 246 âmes. Orignac est proche de Bagnères-de-Bigorre, mais malheureusement hors des grands circuits touristiques habituels. Perdus sur les "coteaux entre-deux-Arrêt", nous luttons pour exister et valoriser notre environnement touristique.»

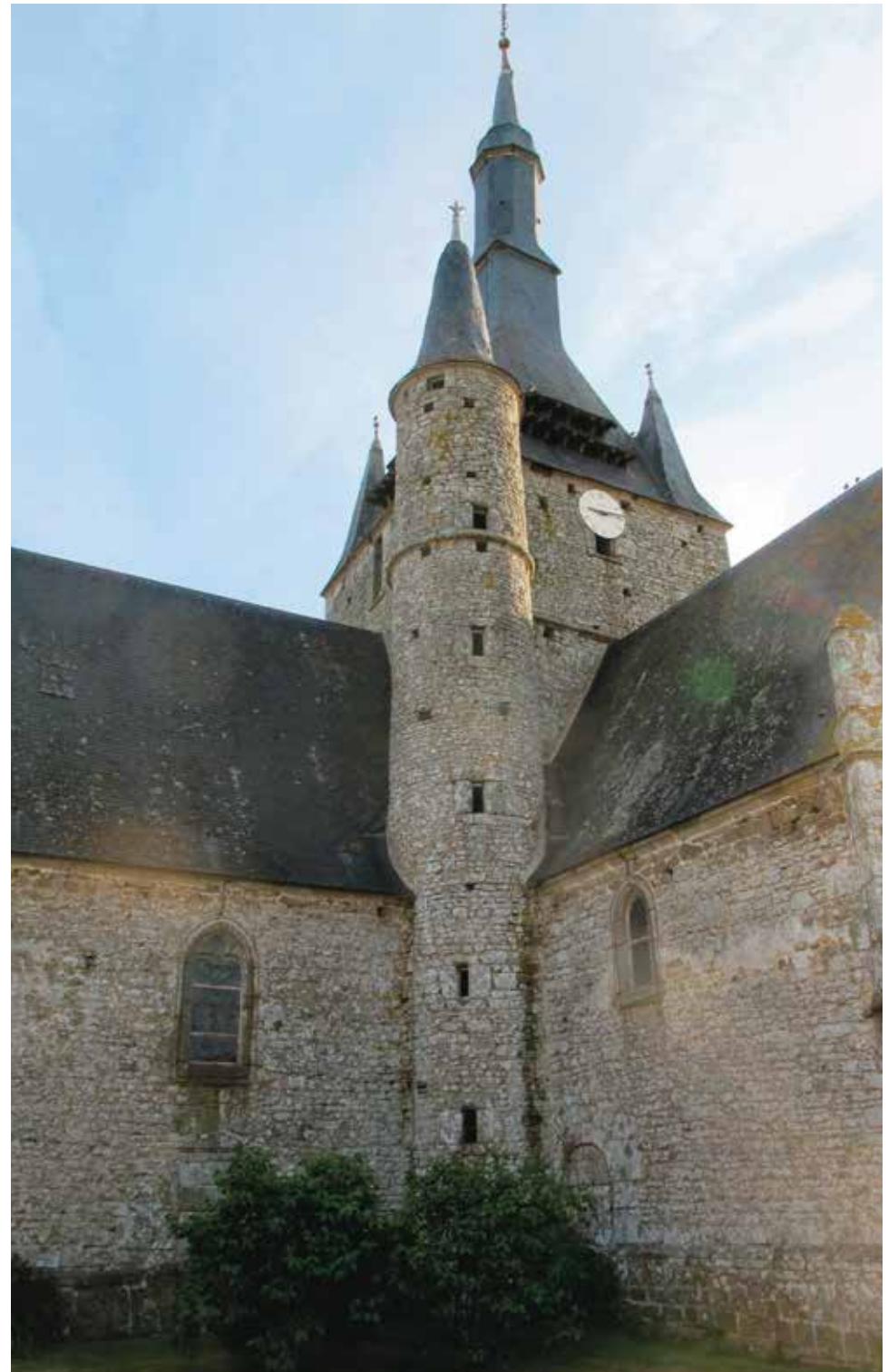
Gérard Latour, maire d'Orignac de 2014 à 2020.



LIEU
Orignac,
Hautes-Pyrénées

INFOS
246
habitants

I.S.M.H.
24/05/2018



PAYS DE LA LOIRE

EN 2021

40 000€

distribués

5

édifices aidés

DEPUIS 1972

1,7 M€

distribué

135

édifices aidés

LIEU

Brecé,
Mayenne

INFOS

837
habitants

I.S.M.H.

26/06/1989

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Maine-et-Loire	Corzé	Église Saint-Germain	7000€
Maine-et-Loire	La Pellerine	Église Saint-Aubin	7000€
Mayenne	Ravigny	Église Saint-Julien	1000€
Mayenne	Brecé	Église Notre-Dame-de-l'Assomption	15000€
Vendée	Beauvoir-sur-Mer	Église Saint-Philbert	10000€

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION
BRECÉ, ÉGLISE NOTRE-DAME DE L'ASSOMPTION

Construite à la fin du XV^e siècle et au début du XVI^e siècle, l'église Notre-Dame-de-l'Assomption a été élevée sur les bases d'un premier édifice du XIV^e siècle.

La tour-clocher très élancée, un des éléments architecturaux les plus remarquables de cet édifice, est ajoutée lors d'une seconde phase de construction au XV^e siècle. Trois angles de cette tour sont flanqués de clochetons pyramidaux avec épis de faîtage, tandis que le quatrième angle est occupé par la toiture conique de la tourelle d'escalier.

Au début du XVI^e siècle les élévations nord et sud des chapelles formant le transept sont construites. Le chœur reconstruit entre 1761 et 1778 a été prolongé et accompagné de deux chapelles et sacristies latérales.

La Sauvegarde a accompagné financièrement la commune de Brecé pour sa première tranche de restauration de l'extérieur du clocher et de la tourelle présentant des désordres importants.

«Cette aide, non négligeable, est gage de l'intérêt que vous portez au patrimoine et conforte la collectivité dans son choix de vouloir continuer la programmation des travaux de cet édifice inscrit au titre des Monuments historiques.»

Agnès Fouqué-Bignon, adjointe au maire de Brecé.



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

EN 2021

7000€
distribués**2**
édifices aidés

DEPUIS 1972

979000€
distribués**96**
édifices aidés

LIEU

Névache,
Hautes-Alpes

INFOS

367
habitants

Non protégée

ÉDIFICES SOUTENUS DANS LA RÉGION EN 2021

Département	Commune	Nom de l'édifice	Don
Hautes-Alpes	Névache	Chapelle Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	3000€
Vaucluse	Gordes	Église Saint-Firmin	4000€

UN PROJET SOUTENU DANS LA RÉGION

NÉVACHE, CHAPELLE NOTRE-DAME-DES-SEPT-DOULEURS DU MONT THABOR

Située à 3 171 mètres d'altitude au sommet du mont Thabor, cette chapelle est un lieu de pèlerinage séculaire et un refuge pour de nombreux randonneurs. Attestée en 1648, la chapelle doit peut-être sa dénomination à un pèlerin revenu de Terre sainte, désireux de perpétuer le souvenir de la montagne où le Christ a été transfiguré. Détruite en 1694, elle est reconstruite en bois puis en dur et agrandie en 1816, restaurée en 1875 et agrandie à nouveau en 1897. Le modeste édifice est aujourd'hui séparé en deux parties par une grille qui distingue le chœur, dévolu au culte et qui n'est autre que la chapelle primitive de la fin du XVI^e ou du début du XVII^e siècle, de la partie dédiée à l'abri des randonneurs. La chapelle présente en outre la particularité d'être située sur le sol français tout en étant, du fait de l'histoire, propriété de la commune italienne de Bardonecchia. C'est ensemble que les deux communes entreprennent le sauvetage de cette chapelle emblématique et grandiose dans son écrin minéral. Construite sur un glacier qui est en train de fondre en raison du réchauffement climatique, elle risque d'être emportée.

Aidée par la Sauvegarde, une étude est en cours pour déterminer la possibilité de déplacer la chapelle d'une centaine de mètres afin qu'elle ne repose plus sur le permafrost mais sur un rocher, et la sauver ainsi d'une disparition certaine.



« Simples passants ou croyants, tous font halte dans cette chapelle, toujours ouverte. Lieu d'expression de leur foi pour certains, lieu d'accueil pour d'autres afin de passer une nuit dans la partie refuge en attendant un lever de soleil – un des plus beaux des Alpes françaises –, abri salvateur pour tous dans des moments choisis ou plus difficiles, la chapelle est un point d'étape précieux. »

Georges Pouchot Rouge Blanc, conseiller municipal.

L'AIDE AUX ŒUVRES D'ART

Agir pour Le Plus Grand Musée de France

En 2021, les campagnes du Plus Grand Musée de France ont franchi la barre symbolique du million d'euros levés et des 152 œuvres d'art restaurées. En huit ans cette campagne, qui a débuté avec des étudiants de l'École du Louvre, s'est développée avec plusieurs autres écoles et universités partout en France. Elle s'est aussi déclinée sous plusieurs formes afin d'inclure des entreprises et des élèves du secondaire dans le dispositif. Ces chiffres encouragent la Sauvegarde, ses bénévoles et ses équipes à poursuivre ce bel effort au profit d'un patrimoine de proximité trop souvent délaissé.

Pour engager un maximum de citoyens dans Le Plus Grand Musée de France, la Sauvegarde peut compter sur sa flexibilité. Elle peut ainsi adapter les différentes opérations selon les besoins : des campagnes étudiantes avec levées de fonds, des campagnes étudiantes avec un projet de valorisation soutenu par un mécène, des campagnes sur mesure pour les entreprises selon leur objectif de communication interne ou de RSE, des projets avec les lycéens en lien avec les conservateurs et les mécènes.

En 2021, la Sauvegarde a eu l'honneur de bénéficier d'un mécénat d'ampleur de la part d'Allianz France. Ce premier partenariat autour du patrimoine pour la compagnie d'assurances lui permet de faire participer ses collaborateurs et agents généraux tout en renforçant l'implantation sur le territoire. Il confirme également la capacité de la Fondation à déployer des dispositifs à l'échelle nationale. La réunion des mécènes entreprises, des particuliers, des bénévoles étudiants, retraités, lycéens, l'aimable participation des conservateurs des Monuments historiques et des Antiquités et objets d'art font que Le Plus Grand Musée de France est en plein essor. Pour poursuivre ce noble but, la Sauvegarde en appelle au soutien de tous ceux qui ont envie d'agir pour préserver les beautés de nos régions. ♦

« Une œuvre d'art devrait toujours nous apprendre que nous n'avions pas vu ce que nous voyons. »

Paul Valéry, *Mauvaises pensées et autres*, 1942.

p. 70-71
Tête détachée d'une
Pieta qui orne le
portail de l'église
Saint-Samson
d'Allainville (28).
Restauration en cours
grâce aux lycéens de
Dreux.

←
*La Trinité entourée
des saints*, Jacob
Jordaens, vers 1635-
1645. Toile conservée
dans l'église d'Argen-
tré-du-Plessis (35)
et restaurée dans
le cadre d'un projet
avec l'ESRA Rennes
et la Caisse d'Épargne
Bretagne Pays de
Loire. © Atelier Kyriaki
Tsesmeloglou.



L'AIDE AUX ŒUVRES D'ART

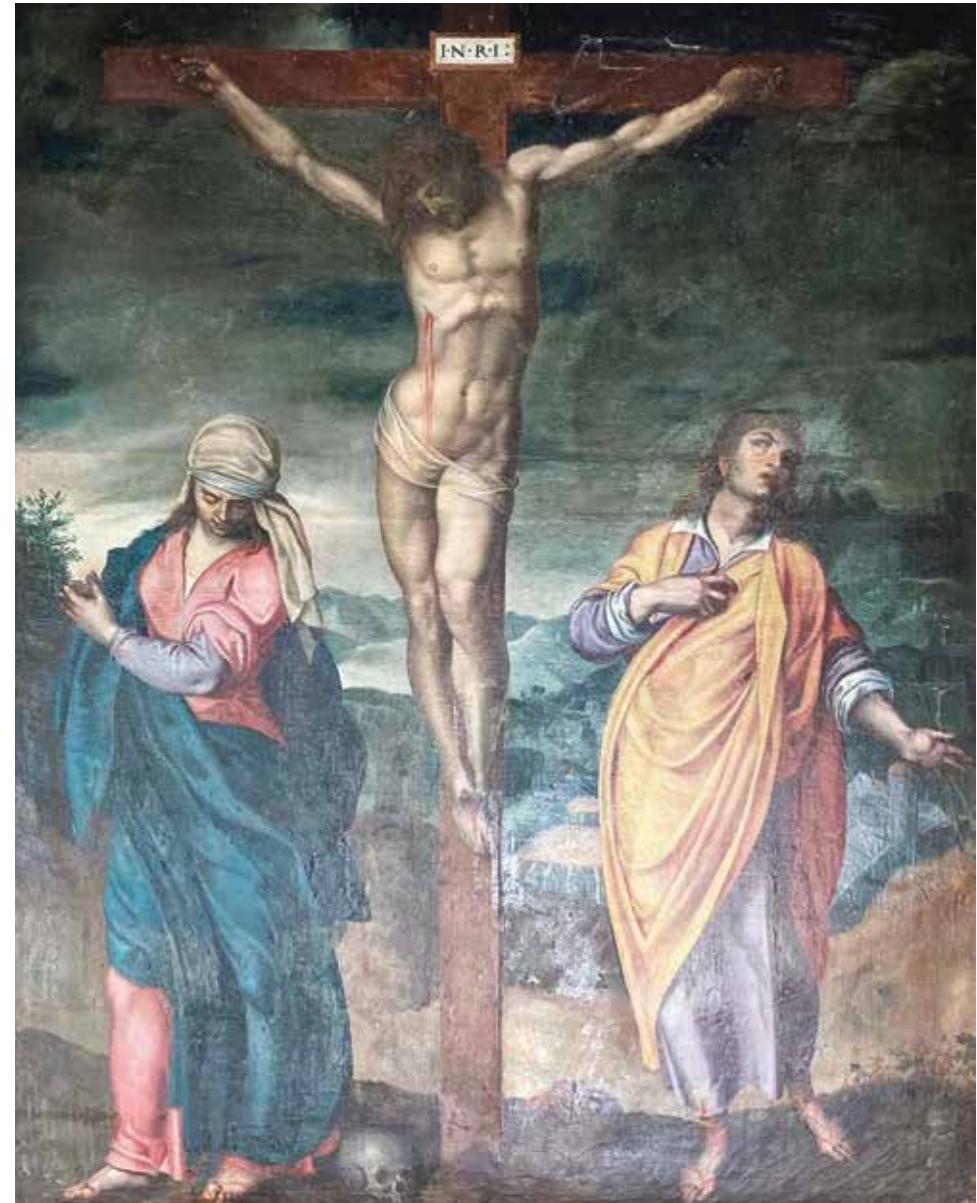
Les campagnes étudiantes : gérer un projet de levée de fonds au profit du patrimoine

En 2013, la Sauvegarde lance Le Plus Grand Musée de France avec une idée phare : mettre des étudiants au service de la restauration du mobilier de nos communes. En 2021, l'université d'Orléans a rejoint le dispositif aux côtés de sept autres écoles engagées dans la campagne. L'expérience en gestion de projet et mécénat est une valeur ajoutée pour les étudiants, en plus de l'engagement pour une œuvre d'utilité publique.

En 2021, 27 215 € récoltés grâce à l'implication des étudiants
 Le temps d'une année universitaire, les étudiants engagés dans Le Plus Grand Musée de France conduisent un projet complet : ils vont sur le terrain à la recherche d'œuvres d'art en danger puis montent une stratégie de prospection et de communication qu'ils doivent déployer pour atteindre leurs objectifs de levées de fonds. Cette démarche leur permet de se former à la gestion de projet et aux enjeux financiers, administratifs et politiques d'un tel projet. Pour cette expérience de terrain, ils sont accompagnés par les parrains et marraines de l'opération et bénéficient des conseils avisés d'un comité scientifique.

En 2021, le travail des étudiants de Sciences Po Lille, de Sorbonne Université, de l'IAE de Nice, de l'université de Bourgogne – Franche-Comté et de l'IMT Mines Albi a permis de récolter 27 215 € de mécénat et de restaurer huit œuvres d'art :

- ♦ **Monument Lapérouse**, Nicolas-Bernard Raggi, bronze, 1853, conservé sur la place Lapérouse d'Albi (81). Le projet est conduit par des étudiants de l'IMT Mines Albi.



- ♦ **Tombeau d'Eustache de Croj**, Jacques du Brœucq, marbre, 1538, conservé dans l'ancienne cathédrale Notre-Dame de Saint-Omer (62). Souscription conduite par deux étudiants de Sciences Po Lille.
- ♦ **Guérison du possédé** et **Guérison du paralytique**, anonyme, huiles sur toile, xix^e siècle, conservées à la Chartreuse de Champmol (21). Ces toiles ont été restaurées grâce aux efforts de deux étudiants de l'université de Bourgogne – Franche-Comté.

↑
Christ en croix, attribuée à Nicolas de Hove, huile sur toile, vers 1600, conservée dans l'église Saint-Sulpice de Nogent-le-Roi (Eure-et-Loir).

- ♦ *Descente de croix*, anonyme, huile sur toile, XVII^e siècle, conservée dans l'église de Gissey-sous-Flavigny (21). Cette œuvre a été choisie par deux étudiants de l'université de Bourgogne – Franche-Comté.
- ♦ *Christ en croix*, attribuée à Nicolas de Hoyer, huile sur toile, vers 1600, conservée dans l'église Saint-Sulpice de Nogent-le-Roi (28). Cette toile classée aux Monuments historiques a été restaurée grâce à l'engagement de quatre étudiants en histoire de l'art à Sorbonne Université.
- ♦ *La Décollation de saint Jean-Baptiste et L'Adoration des Mages*, anonyme, huiles sur toile, fin XVII^e – début XVIII^e siècle, conservées dans l'église de Saint-Victor-de-Chrétienville (27). Ces deux copies de toiles de maître avaient grand besoin d'une restauration. Grâce à l'implication de quatre étudiants de Sorbonne Université, le chantier a pu débuter.

Retour sur la campagne à Nogent-le-Roi

À l'automne 2020, Anne-Cécile Desbordes, Coralie Adèle-Amélie, Nadjet Nechadi et Yoann Dangles, étudiants en master Histoire de l'art à Sorbonne Université, se sont rendus en Eure-et-Loir à la recherche d'œuvres à restaurer dans le cadre du projet Le Plus Grand Musée de France qu'ils venaient de rejoindre. Grâce aux conseils avisés de la conservatrice des Antiquités et objets d'art du département, ils découvrent dans l'église Saint-Sulpice un *Christ en Croix* du XVII^e siècle ayant bien besoin d'une restauration. Ils sont chaleureusement accueillis par le maire et l'affectataire pour découvrir cette toile, potentiellement attribuée à l'artiste de la seconde école de Fontainebleau, Nicolas de Hoyer.

Après un décrochage laborieux, l'œuvre révèle toutes ses subtilités : la vive polychromie reste encore visible sur les vêtements de la Vierge et de saint Jean et contraste avec l'atmosphère orageuse de la composition. Cependant, l'ensemble demeure fortement fragilisé par le temps et les restaurations passées, rendant une opération de restauration indispensable pour assurer sa pérennité, selon le diagnostic de la restauratrice. Une telle intervention permet par ailleurs de retrouver l'éclat originel des couleurs cachées sous les vernis et l'encaissement. Le travail des étudiants auprès des mécènes locaux et des entreprises a permis de lever 2 165 € nécessaires pour financer le reste à charge de la mairie.

L'AIDE AUX ŒUVRES D'ART

Les entreprises au service du patrimoine

Pour ses actions en faveur du patrimoine, la Sauvegarde peut compter sur le soutien d'entreprises soucieuses de la préservation des monuments et des œuvres d'art qui font la beauté de notre pays. Les campagnes du Plus Grand Musée de France permettent de sensibiliser à la protection du patrimoine, mais également aux thématiques de l'éducation, ou encore à celles de l'engagement d'une entreprise pour un territoire et son environnement.

↓
Le 24 novembre 2021,
la Caisse d'Épargne
Bretagne Pays de
Loire accueillait des
étudiants de Quimper
et d'Angers pour
les engager dans
le programme
Le Plus Grand Musée
de France.

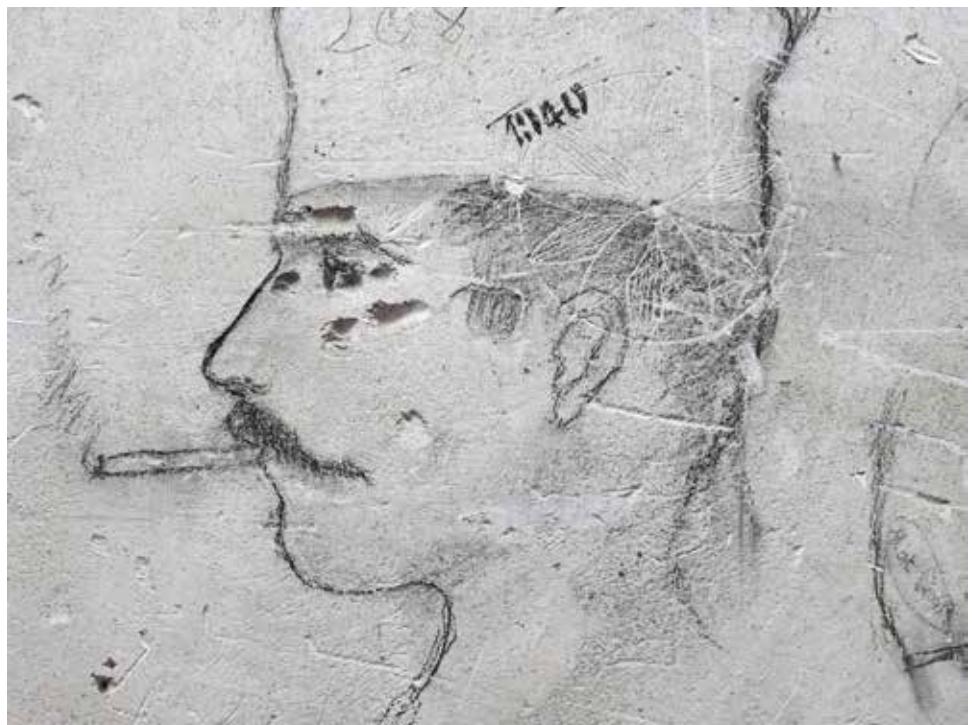


↓
 Parmi les œuvres sélectionnées en 2021 avec Crédit Agricole île-de-France mécénat, des graffitis de soldats de la Première Guerre mondiale retrouvés dans une grange et que la mairie de Viarmes (95) souhaite mettre en valeur dans son musée.

La Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire : valoriser les savoir-faire étudiants en faveur des objets d'art de nos communes

Lancée en septembre 2021 pour sa deuxième édition, la campagne menée avec la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire engage cette année des étudiants en Histoire de l'art et valorisation du patrimoine culturel pour restaurer et mettre en valeur des œuvres d'art de nos communes. Ce sont ainsi l'université de Bretagne occidentale (UBO) et l'ESTHUA d'Angers (faculté de Tourisme, culture et hospitalité) qui ont pris part à la campagne.

Réunis au siège de la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire à Orvault en novembre, les étudiants ont présenté les résultats de leur chasse au trésor à un jury composé d'experts, d'administrateurs de la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire et de leurs professeurs. Ils ont ainsi repéré 21 œuvres méritant une restauration et pouvant faire l'objet d'un projet de valorisation. L'objectif: les huit équipes se voient attribuer une œuvre d'art pour laquelle elles proposeront un projet de valorisation. Après une nouvelle session de jury, la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire récompensera deux projets à hauteur de 8 000 € chacun pour leur restauration.



Crédit Agricole Île-de-France mécénat : restaurer des œuvres avec les jeunes talents

Grâce au soutien de Crédit Agricole d'Île-de-France Mécénat en faveur des jeunes talents de la Sauvegarde de l'Art Français, des œuvres remarquables ont retrouvé leur lustre d'antan. En 2021, quatre jeunes talents engagés avec la Sauvegarde de l'Art Français, grâce au soutien de Crédit Agricole d'Île-de-France Mécénat, ont permis la restauration de quatre œuvres d'art dans la région.

« Sauver ces graffitis permettra d'enrichir le musée d'histoire locale de Viarmes car ils ont vocation à figurer en bonne place dans son parcours permanent. Ce musée a pour mission de recueillir et transmettre la mémoire du territoire en mettant en valeur aussi bien les épisodes remarquables que la vie quotidienne des habitants. Les deux guerres mondiales sont un axe fort de ce programme que l'intégration des graffitis permettra de repenser. Ils ont toute leur place ici au croisement entre histoire mondiale et histoire locale. »

Marie Soulard, élève conservateur du patrimoine à l'INP, spécialité Monuments historiques et inventaire.

La Fondation d'Entreprise Michelin sur la route du Plus Grand Musée de France: huit sites engagés dans la campagne en 2021

En 2021, les collaborateurs de l'entreprise se sont lancés dans une chasse au trésor pour repérer des œuvres d'art visibles de tous et ayant besoin d'une restauration. **En tout, ce sont 86 tableaux, sculptures ou objets qui ont été signalés.** Après un vote, les salariés de chaque site ont choisi de soutenir la restauration d'une œuvre grâce au mécénat de la Fondation d'Entreprise Michelin.

Huit sites industriels Michelin se mobilisent pour la préservation du patrimoine

La campagne a permis aux salariés de huit sites (Vannes, Saint-Doulchard, Bassens, Blavozy, Roanne, Blanzy, Golbey et La Chappelle-Saint-Luc) de prendre part à la restauration de leur patrimoine de proximité. L'idée est simple : les collaborateurs Michelin repèrent autour de leur usine des œuvres d'art, accessibles à tous, nécessitant une restauration, et votent ensuite pour en sélectionner une qui bénéficiera d'une enveloppe de 10 000 € pour sa restauration. Malgré un contexte sanitaire contraignant, la chasse au trésor a permis de repérer 86 objets partout en France, et cela également avec le soutien des conservateurs départementaux et du grand public. Ce vaste inventaire donne à voir une grande diversité d'œuvres avec outre les tableaux et sculptures, de nombreux éléments de patrimoine funéraire, mémorial ou encore industriel.

Un vote en ligne pour sélectionner l'œuvre à restaurer

Du 6 au 23 avril 2021, les salariés ont pu voter en ligne sur le site de la Sauvegarde pour choisir l'œuvre à restaurer. Différents modules prévus pour chaque site industriel permettaient de découvrir des photos des objets et leur histoire. Ces descriptifs étaient accompagnés d'explications sur les besoins de restauration. Ce sont ainsi plus de 450 salariés qui ont participé au vote en ligne, auxquels s'ajoutent également les voix de la Fondation d'Entreprise Michelin et d'un expert conservateur.

Zoom sur une œuvre sélectionnée :

le camion de pompier Berliet de 1956

À Vannes, les salariés du site Michelin ont voté massivement pour la restauration d'une pièce patrimoniale pour le moins originale : un camion de pompier Berliet de 1956. Conservé dans la caserne de Gourin, le camion inscrit à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques est la propriété de l'association départementale de Sauvegarde des véhicules anciens roulants des sapeurs-pompiers du Morbihan (l'ADSVAR), qui a sous ses bons soins 27 autres véhicules anciens. Très méritante, l'association a restauré ces dernières années la quasi-totalité de sa flotte automobile. Aujourd'hui, presque tous les camions sont en état de fonctionnement et défilent régulièrement. Les salariés Michelin ont donc apporté un soutien précieux de 10 000 € pour compléter cette campagne de restauration. Que la Fondation d'Entreprise Michelin devienne mécène de la restauration de ce véhicule est un amusant clin d'œil de l'histoire puisqu'à l'époque Berliet appartenait à Michelin !

Allianz France rejoint l'aventure

En septembre 2021, Allianz France a rejoint l'aventure du Plus Grand Musée de France en proposant à ses collaborateurs, agents généraux et au grand public de participer à une chasse au trésor afin de dénicher des œuvres d'art accessibles à tous gratuitement ayant besoin d'une restauration. L'assureur, solidaire de millions de projets, bénéficie d'une implantation au plus près des territoires avec ses 2 500 agences et s'engage ainsi pour le patrimoine, ciment des communautés locales et objet de transmission des savoirs. Son mécénat permettra d'attribuer 8 000 € par œuvre et par région au profit du patrimoine de nos villes et villages.

Avec 105 objets proposés dans le cadre de cette première partie, la campagne est d'ores et déjà un succès !

→
Remise de prix à
Charlieu pour l'œuvre
choisie par le site
de Roanne (42)
en novembre 2021.

Camion de pompier,
Berliet GLB 19B 4x4,
1956, conservé à
la caserne de pompier
de Gourin (56).
© ASDVAR



L'AIDE AUX ŒUVRES D'ART

Le dispositif lycéen: permettre aux jeunes de s'engager dans la restauration du patrimoine local

Les trois œuvres
sélectionnées
(miniatures):



Saint Jean, bois polychrome, XVI^e siècle, conservé dans l'église de Saint-Jean-de-Rebervilliers (28).



Anges portant les instruments de la passion, bois polychrome, XVII^e siècle, conservés dans l'église Saint-Pierre de Saulnières (28).



Vierge de Pitié, pierre taillée, XVI^e siècle, église Saint-Samson d'Allainville (28).

En 2018, la Sauvegarde de l'Art Français a lancé un dispositif innovant en adaptant sa campagne Le Plus Grand Musée de France aux élèves du secondaire.

Souhaitant s'inscrire dans la démarche de l'Éducation artistique et culturelle, sa campagne met les lycéens au centre du projet de sélection et de restauration des œuvres. En 2021, ce sont huit lycées qui ont rejoint la campagne grâce au soutien de mécènes pour financer la campagne.

Responsabiliser la jeunesse sur son patrimoine

Le principe de la campagne lycéenne est simple : la Sauvegarde confie en début d'année une enveloppe de 10 000 € aux lycéens qui partent découvrir des œuvres autour de leur lycée. Celles-ci sont présélectionnées par des conservateurs qui en présentent les aspects historiques et artistiques, mais détaillent aussi les besoins de restauration. Après avoir étudié en classe les différents objets, les lycéens votent pour celle qu'ils souhaitent voir restaurée.

Édition 2020-2021: le lycée Édouard Branly de Dreux, une campagne exemplaire

Le lycée Édouard Branly à Dreux s'est joint à la campagne du Plus Grand Musée de France en décembre 2020. Très investie dans l'accès à la culture, au patrimoine et aux filières d'excellence, la direction de l'établissement s'est engagée aux côtés de la Sauvegarde pour faire découvrir les merveilles du patrimoine drouais aux élèves de seconde option Histoire des arts du lycée.

Aux côtés de leur professeur d'histoire, les élèves sont partis à la découverte d'objets d'arts du patrimoine local. À la fin de l'année scolaire, la Sauvegarde de l'Art Français a mis 10 000 € à leur disposition pour financer la restauration d'une œuvre d'art parmi les sept présélectionnées par la DRAC Centre-Val de Loire. Les élèves sont partis à la découverte des œuvres lors de deux sorties, accompagnés par Fabienne Audebrand, conservatrice des Antiquités et objets d'art d'Eure-et-Loir, et par Damien Chantrenne, conservateur du musée de Dreux.

Fin mai, les élèves qui avaient pu découvrir les œuvres, étudier leur iconographie et leurs besoins de restauration ont eu à faire un choix : à qui attribuer l'enveloppe de 10 000 € ? Leur vote est allé en faveur d'une statue polychrome de saint Jean du XVI^e siècle conservée dans l'église de Saint-Jean-de-Rebervilliers. Mais l'enveloppe leur a permis de restaurer également deux autres œuvres : des *Anges portant les instruments de la passion* (bois polychrome du XVII^e siècle) et une *Vierge de Pitié* conservée sur le fronton de l'église Saint-Samson d'Allainville. Enfin, le maire de Dreux, qui avait dans sa commune deux œuvres proposées aux lycéens, a annoncé lors du vote que la restauration serait financée par la mairie. Les sommes restantes ont donc été attribuées pour soutenir les autres projets ! Tout est bien qui finit bien : toutes les œuvres proposées aux lycéens vont pouvoir être restaurées.

Les lycéens de Dreux
lors de leur sortie
à la découverte
des œuvres.
↓



**INTERVIEW****Joël Dubos**

Professeur d'histoire-géographie au lycée Édouard Branly de Dreux

La participation au dispositif du Plus Grand Musée de France du lycée Branly de Dreux à travers sa classe de seconde de l'option Histoire des arts (28 élèves) s'est déroulée sur l'année scolaire 2020-2021.

Racontez-nous votre participation à la campagne Le Plus Grand Musée de France (PGMF) ?

Le lancement du projet a été décidé de manière rapide, comme une évidence, la mise sur les rails s'étant effectuée en trois semaines environ au cours du mois de novembre 2020. La dynamique s'est enclenchée à partir d'un coup de fil de Pauline de Poncheville, suivi d'une réunion en visio des différents intervenants, à l'issue de laquelle étaient posés les grands axes : modalité de la participation des élèves, calendrier des visites, concours de photographies, vote final.

Mon travail d'enseignant a alors consisté à intégrer ce dispositif dans la programmation et surtout la progression pédagogique de la classe de seconde option Histoire des arts, en tenant compte du programme et de mes objectifs pédagogiques.

La campagne du Plus Grand Musée de France a permis de jouer sur plusieurs leviers de manière cohérente, tant au niveau pédagogique que programmatique, à travers la mise en œuvre d'une pédagogie de projet (voir le détail dans le tableau de l'annexe 1).

Comment vos élèves ont-ils appréhendé l'opération ?

Les élèves ont tout de suite compris le fonctionnement et les enjeux pédagogiques que leur proposait le professeur d'Histoire des arts et ils y ont adhéré sans difficulté. Curieux, mais néanmoins quelque peu attentistes au départ, très attentifs et encore circonspects lors du lancement de l'opération le 2 février 2021 devant les officiels, l'adhésion totale est venue avec les premières sorties (dans le Drouais le 9 février et à Dreux le 16 février). Le contact avec les élus et Fabienne Audebrand, conservatrice des Antiquités et objets d'art d'Eure-et-Loir, ainsi que l'attention dont ils étaient l'objet, ont convaincu chacun de l'importance et du sérieux de l'action proposée. La suite s'est de fait déroulée avec un vrai enthousiasme jusqu'au vote final.

«Les élèves ont tout de suite compris le fonctionnement et les enjeux pédagogiques que leur proposait le professeur d'histoire des arts et ils y ont adhéré sans difficulté.»

Associée à l'enseignement en Histoire des arts, quel est le bénéfice de cette campagne PGMF avec les lycéens ?

Le principal apport de cette campagne a bien été de pouvoir donner un sens concret à certains éléments du programme d'Histoire des arts, de travailler différemment plusieurs des objectifs de ma progression et également de souder le groupe classe.

Pour l'Histoire des arts proprement dite :

- découvrir le patrimoine et ses enjeux de manière précise et concrète ;
- commenter les œuvres et en documenter l'analyse ;
- acquérir et utiliser un vocabulaire spécifique et des connaissances techniques propres.

Au niveau des savoir-faire transversaux :

- écoute active et prise de notes ;
- coopérer, échanger et mutualiser en groupe ;
- construction d'un argumentaire ;
- restitutions orales dans l'optique du Grand oral.

En termes de citoyenneté :

- mécanisme de l'échange, de la recherche d'un consensus et du vote démocratique ;
- découverte des conditions des petites communes (budgets, prises de décisions, etc.) ;
- connaissance du rôle des organismes déconcentrés de l'Etat, des instances régionales ou communales, et sensibilisation aux arbitrages budgétaires.

Mettre en œuvre plusieurs concepts de la réforme du lycée :

- transversalité ;
- travail par compétences ;
- approche spiralaire ;
- «sortir des murs» ;
- pédagogie de projet ;
- utilisation des Technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement.

De manière générale, quels sont les apports de la campagne ? Avez-vous pu collaborer avec des collègues pour impliquer d'autres matières ?

La participation à cette campagne a eu plusieurs retombées positives :

- motivation des élèves et meilleure dynamique de classe ;
- lisibilité accrue pour l'Histoire des arts à tous les niveaux (direction des services départementaux de l'éducation, inspection, direction de l'établissement, collègues, parents) ;
- publicité pour la matière (des élèves et des parents ont demandé des renseignements sur l'option) et la campagne explique en partie qu'une majorité des élèves participant ait poursuivi l'option ou la spécialité en première ;
- rapprochement avec les instances locales (mairies, musée de Dreux, voire sous-préfecture).

Matières associées : français ; prolongement vers l'histoire-géographie-EMC en 1^{re} (2021-2022) et la spécialité HGGSP (axée sur le patrimoine).

Conclusion en forme d'enseignements

Le dispositif a incontestablement fonctionné de manière très efficiente, tant au niveau pédagogique qu'au niveau concret de la protection des œuvres. Mais l'un des points essentiels demeure probablement la sensibilisation concrète qu'il entraîne auprès d'un public d'adolescents qui n'oublieront assurément pas cette expérience forte et réussie. En ce sens, il constitue un investissement certain pour l'avenir et la motivation des futurs adultes en faveur de la préservation du patrimoine de proximité. Au demeurant, les élèves ont continué à demander des nouvelles de la restauration des œuvres, en regrettant de ne pas pouvoir suivre les diverses opérations de manière plus précise et de ne pas renouveler l'expérience ♦



FAIRE CONNAÎTRE ET FAIRE AIMER LES MERVEILLES DE NOS RÉGIONS

Pour son centenaire, la Sauvegarde de l'Art Français a mobilisé acteurs associatifs, chercheurs et experts autour de ses thèmes d'engagement pour le patrimoine. Consciente du besoin de faire mieux entendre les initiatives réussies et la recherche pour le patrimoine, elle a poursuivi et accru son action en faveur de ceux qui s'engagent pour la connaissance du patrimoine et son rayonnement grâce à sa politique de prix.

Elle a ainsi trouvé de nouveaux partenaires pour l'aider dans son action et a bénéficié de l'adhésion d'une nouvelle structure sous forme de fondation abritée qui vient renforcer la visibilité de ses actions, en France comme à l'international, renouant ainsi avec la vision des fondateurs de la Sauvegarde. ♦

«L'homme s'identifie aux choses et identifie les choses à lui-même en ayant à la fois le sens des différences et des ressemblances qu'il établit.»

Marcel Mauss.

←
Atelier taille de pierres proposé par la Sauvegarde lors des Olympiades de la Jeunesse de la Société des membres de la Légion d'Honneur.

LES FONDATIONS ABRITÉES

La Sauvegarde accueille une nouvelle fondation abritée avec le WMF

Le World Monument Fund (WMF) travaille avec des partenaires dans le monde entier pour sauvegarder les lieux patrimoniaux exceptionnels et les mettre au service de la communauté.

Pour ses activités en France, il a décidé d'abriter au sein de la Sauvegarde de l'Art Français une Fondation abritée qui a pour objet: «De favoriser l'étude, la protection, la mise en valeur et le rayonnement du patrimoine artistique international, et notamment français au travers de projets de conservation, de recherche et d'actions éducatives.»

Dans ce cadre, la Fondation abritée poursuivra les actions d'intérêt général qu'elle a initiées et en développera de nouvelles. La Sauvegarde de l'Art Français se réjouit d'inaugurer ce partenariat avec une organisation internationale prestigieuse.



**WORLD
MONUMENTS
FUND**



Décors restaurés de la Chancellerie d'Orléans.
Un projet soutenu par le WMF.
© Archives nationales/France /DIS/
Photographie: Nicolas Cantin - Nicolas Dion.



LES FONDATIONS ABRITÉES

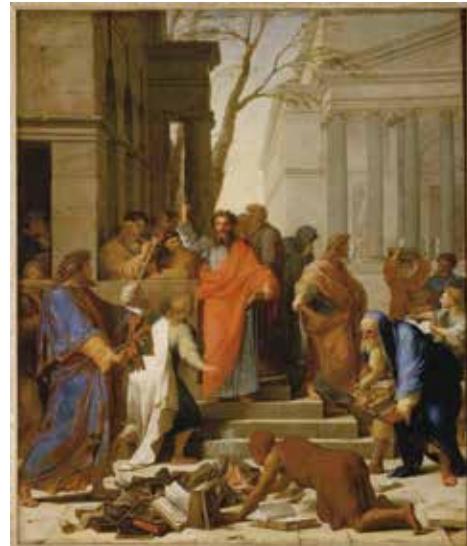
La Fondation pour l'Art et la Recherche

Abritée par la Sauvegarde de l'Art Français depuis 2019, la Fondation pour l'Art et la Recherche conduit des actions centrées sur le patrimoine artistique français, notamment sur le soutien aux travaux de recherche, à leur publication et leur diffusion, et également sur l'appui aux recherches des étudiants en Histoire de l'art et conservation du patrimoine. En 2021, la Fondation a poursuivi son soutien aux éditions Arthena, association à but non lucratif qui publie chaque année des ouvrages d'histoire de l'art à caractère scientifique, et a étendu sa politique de prix, notamment auprès des étudiants et jeunes chercheurs en histoire de l'art.

Les parutions Arthena en 2021:
Les Mays de Notre-Dame de Paris (1630-1707)
 par Delphine Bastet, docteur en Histoire de l'art.

Zoom : À l'abri dans les chapelles latérales, les treize Mays encore conservés à Notre-Dame de Paris ont heureusement été épargnés par l'incendie d'avril 2019 qui a gravement affecté la cathédrale. Le grand public a découvert, à cette occasion, l'existence de cet ensemble exceptionnel de soixante-seize peintures religieuses du Grand Siècle, véritable premier musée de la peinture française.

Le 1^{er} mai de chaque année, de 1630 à 1707, la confrérie des orfèvres parisiens a offert à Notre-Dame un tableau de grand format (environ 4,50 m sur 3,50 m) en hommage à la Vierge Marie. Ces Mays, disposés sur les piliers de la cathédrale, ont été dispersés à la Révolution. Les sujets, parfois inédits, étaient décidés et contrôlés par les chanoines de Notre-Dame. Ils illustrent les Actes des Apôtres, les Évangiles ou les thèmes fondateurs de la Contre-Réforme.



La plupart des grands artistes de la période, dont le premier peintre du roi Charles Le Brun, Eustache Le Sueur, les Coyzel, Laurent de La Hyre, Joseph Parrocel ou les frères Boullogne, ont ainsi participé au renouvellement de l'iconographie religieuse à une époque de rapports complexes entre l'Église de France, la monarchie et la papauté.

L'action de la Fondation pour la recherche en histoire de l'art:

Ma thèse en histoire de l'art en 180 secondes

Pour l'édition 2021 du festival d'Histoire de l'art à Fontainebleau, la Fondation a souhaité soutenir de jeunes chercheurs grâce aux trois prix du concours « Ma thèse en histoire de l'art et d'archéologie en 180 secondes ». Trois chercheurs ont ainsi été récompensés financièrement pour soutenir leurs recherches et promouvoir leurs travaux.



Prix des meilleures mémoires de l'École du Louvre

La Fondation pour l'Art et la Recherche a souhaité financer deux prix annuels afin de favoriser la publication, par l'École du Louvre, de mémoires de recherche de deuxième cycle (Master). Les deux mémoires primés en 2021 sont :

- ♦ Silvia Marcheselli : « Les saisies de Dominique-Vivant Denon à Pise et la réception des primitifs toscans en France. Un aller sans retour ? »;
- ♦ Iris Romagné : « Le cas espagnol dans l'iconographie européenne des *Aventures de Télémaque* de 1700 à 1808 ».

Prix Michel Laclotte 2022

Créé en partenariat avec le Comité français d'histoire de l'art (CFHA), ce prix hommage à Michel Laclotte disparu en 2021 a pour ambition d'encourager les jeunes conservateurs et attachés de conservation dans leurs travaux. Les réalisations des candidats doivent s'inscrire dans les domaines d'activité de l'illustre conservateur disparu en août 2021 : peinture en France et Italie du XIII^e au XVI^e siècles, collections, muséologie, restauration et histoire de la restauration.

Le soutien aux actions du Plus Grand Musée de France

Depuis son lancement en 2018, la Sauvegarde de l'Art Français a permis à onze établissements de participer à la campagne « Les lycéens à la découverte du Plus Grand Musée de France ». Les élèves de seconde du lycée Charles de Gaulle de Compiègne (Oise) ont pu bénéficier de cette initiative grâce au soutien de la fondation pour l'Art et la Recherche qui financera la restauration des œuvres sélectionnées par les élèves. Le projet porte plusieurs objectifs. Il doit tout d'abord permettre une vraie réappropriation de l'art par la jeunesse, via une démarche participative. Il entend également contribuer au développement de l'éducation artistique et culturelle par la valorisation du patrimoine rural.



- ↖ [La Prédication de saint Paul à Éphèse, Eustache Le Sueur, May de 1649, Paris, musée du Louvre. © RMN-Grand Palais \(musée du Louvre\) / Gérard Blot.](#)
- ↑ [Présentation du projet aux lycéens de Compiègne en décembre 2021.](#)

**INTERVIEW****Gaël Hamon**

Fondateur et dirigeant
d'Art graphique
& patrimoine

Quelles sont les missions d'Art graphique & patrimoine et quels sont ses domaines de compétences ?

Art graphique & patrimoine opère pour la préservation et la valorisation des monuments historiques et des œuvres d'art grâce aux nouvelles technologies. Nous mettons notre savoir-faire spécialisé dans la tech au service du patrimoine et de l'art, cela depuis plus de 30 ans ! Concrètement nous sommes experts du relevé et de la numérisation 3D pour la conservation et la restauration, spécialisés dans la création de contenus numériques pour la médiation culturelle et d'expériences de visites immersives XR pour le grand public.

Notre équipe d'experts dans le patrimoine (constituée d'archéologues, tailleurs de pierre, historiens, mais aussi d'ingénieurs, architectes, infographistes, développeurs, etc.) est très polyvalente, ce qui nous permet de maîtriser un domaine de compétences très large et d'être l'un de rares acteurs dans le secteur capable d'intervenir à 360° sur des projets diversifiés et pour un très large panel de clients (gestionnaires publics et privés de monuments, musées, architectes, collectionneurs, entreprise du luxe, etc.).

Le caractère exceptionnel de ce métier – entre technologie et artisanat – nous a valu le label d'État d'Entreprise du patrimoine vivant, en tant société au savoir-faire rare et d'excellence : il est important de préserver et transmettre cette expertise.

En 2021, vous avez créé avec la Sauvegarde le prix Art graphique & patrimoine. Quels en sont les objectifs ?

Notre entreprise est souvent sollicitée pour intervenir sur de grands monuments et lieux culturels célèbres, et – actifs depuis 30 ans dans le secteur – nous sommes connus par nos clients pour les projets les plus médiatisés, comme la numérisation 3D de Notre-Dame de Paris, les projets avec le Musée du Louvre ou le relevé de l'Opéra de Paris ou du Musée d'Orsay. En réalité, nous effectuons au quotidien de plus petites missions pour des sites moins connus mais qui méritent autant de soin que les cathédrales, et sont parfois moins entretenus. Avec ce prix nous souhaitons sensibiliser à l'importance de l'entretien de ce patrimoine vernaculaire et patrimoine de proximité, mettre en lumière le rôle des technologies numériques dans le cadre de projets de restauration et valorisation. Nous souhaitons avec nos moyens apporter notre aide, grâce à ce mécénat de compétences, pour les monuments en péril sur notre territoire, qui constituent une variété précieuse dans le panorama du patrimoine français, important à préserver et à valoriser tout comme nos spécificités régionales.

Dans cet objectif nous accompagnons les sites lauréats avec une campagne de relevé 3D la plus complète possible. Cette phase d'acquisition de données 3D (qu'on appelle relevé lasergrammétrie et photogrammétrie) permet à nos ingénieurs et tailleurs de pierre de produire des documents 2D et 3D (nuage de points, ortho-images, dessins, modèles 3D, etc.) : supports

techniques importants dans le cadre d'une étude diagnostique ou d'un projet de restauration. Chaque monument étant unique et avec des problématiques spécifiques, notre intervention est définie sur mesure, en fonction du projet. Certains sites peuvent aussi avoir besoin d'outils de communication ou de valorisation : vidéos drone, images de reconstitution historique... le travail peut relever de tous les savoir-faire de l'entreprise.

Pourquoi avoir choisi la Sauvegarde pour créer ce partenariat ?

L'idée d'une initiative pour accompagner les projets de restauration du patrimoine de proximité avec nos compétences numériques est née il y a quelques années, mais le projet d'un prix Art graphique & patrimoine n'était ni encore bien mûr ni structuré. Nous recherchions un partenaire réceptif et prêt à l'action. Nous avons par la suite identifié la Fondation de la Sauvegarde de l'Art Français, et une seule rencontre (avec le président Olivier de Rohan Chabot) a été suffisante pour se rendre compte que nous partageons les mêmes valeurs et que nos objectifs sont convergents. Notre projet les a séduits, nous l'avons affiné ensemble et enfin lancé en septembre 2021. La Sauvegarde peut garantir aussi une forte présence en province et une activité répartie sur tout le territoire français, ce qui facilite l'identification de porteurs de projets potentiellement intéressés par notre initiative.

«Nous mettons notre savoir-faire spécialisé dans la tech au service du patrimoine et de l'art, cela depuis plus de 28 ans !»

Quel regard portez-vous sur les métiers du patrimoine en France ?

Les métiers du patrimoine sont épanouissants et porteurs de valeurs humaines fortes. Il y a d'innombrables spécialités permettant à chacun de trouver sa voie et de redécouvrir chaque jour son métier sans tomber dans la routine. Le sujet me tient particulièrement à cœur, ayant moi-même expérimenté un métier traditionnel dans ma «vie précédente». J'ai été, avant de fonder AGP, tailleur de pierre appareilleur, et j'ai eu la chance de participer à de nombreux chantiers sur des monuments historiques. En vieillissant, j'ai voulu rester fidèle à moi-même et je n'ai pas accepté de suivre le chemin «dogmatique» de l'ambition, faire des hautes études et des grandes écoles... j'ai choisi de suivre ma passion. C'est cet art très manuel qui me faisait vibrer. J'ai toujours eu un esprit plutôt curieux et indépendant, guidé par la recherche «de l'inédit» : très tôt (et très jeune) je n'ai pas pu m'empêcher de m'intéresser aux technologies numériques et à ce qu'elles pouvaient apporter à nos métiers, dans la restauration des monuments historiques. Je suis aujourd'hui à la tête d'une entreprise qui ne touche pas directement aux massettes et aux ciseaux, mais ces métiers, comme d'autres dans le domaine de l'art et du patrimoine, sont pourtant essentiels dans notre travail au quotidien, même si on fait appel au dessin assisté par ordinateurs et à l'intelligence artificielle, qui sont des outils à notre disposition pour prolonger nos savoir-faire. Souvent sous-estimés ou même dépréciés, ces métiers manuels ne sont toujours pas reconnus pour ce qu'ils apportent et pour ce qu'ils valent : requérant de fait l'intelligence de la main et de la mise en œuvre, ces métiers seront difficilement remplacés demain par l'avancée des technologies numériques, ce qui se passera en revanche pour certains métiers intellectuels. J'en suis persuadé.

Les prix



Remise du prix Trévise 2020

Décerné aux communes de Saint-Paul-Lizonne (Dordogne) et Chicheboville (Calvados) en 2020, le prix Trévise venait récompenser la restauration exemplaire de deux édifices.

Menée à bien par la mairie et l'association des Amis de la Chapelle Notre-Dame de Béneauville, la restauration générale de l'édifice roman a débuté en 2009 et s'est achevée à la fin de l'année 2018. Soutenue tout le long par la Sauvegarde de l'Art Français, elle offre un résultat d'une grande finesse. Le village de 512 habitants s'est illustré dans cette édition à deux lauréats du prix Trévise ! La Sauvegarde salue le travail remarquable mené par M. Jean-Charles de Sèze, architecte du patrimoine et maître d'œuvre du projet, et par les artisans qui ont contribué à redonner son lustre à la chapelle.

En septembre 2021, les équipes de la Sauvegarde se sont rendues à Moult-Chicheboville pour remettre à la commune et à l'association le prix Trévise 2020 pour une restauration exemplaire. Le prix récompense la qualité de ce projet et l'engagement des Chichebovillais pour leur patrimoine depuis 2009.

À l'occasion de la fête de la Nativité de la Vierge, la bannière processionnaire de la chapelle récemment restaurée a été bénie et inaugurée.



Le prix Lambert 2021

pour la recherche et la publication des thèses en histoire de l'art

Depuis 2018, le prix Lambert de la Sauvegarde récompense un docteur en histoire de l'art pour soutenir son travail et son projet de publication de thèse. Ce prix est placé sous la direction d'un comité composé de professeurs des universités et vise à faciliter la publication des travaux de thèse à travers des ouvrages de grande qualité éditoriale. En 2021, le comité a récompensé le travail d'Olivier Vayron : «La Galerie de paléontologie, d'anatomie comparée et d'anthropologie du Jardin des Plantes de Paris. Le bilan artistique d'un siècle d'histoire au Muséum», thèse soutenue en 2020 à Sorbonne Université. Le comité a salué l'excellence de la thèse ainsi que la qualité du projet éditorial. Le prix est une reconnaissance de la remarquable qualité de ce travail et constitue une aide pour le publier. La distinction a été décernée au Salon international du patrimoine culturel à Olivier Vayron, mais également à Bruno Guilois (lauréat 2020) en présence des membres du comité et de Thomas Lambert, mécène du prix.



Le prix Art graphique & patrimoine 2021

À l'occasion du Salon du patrimoine, la société Art graphique & patrimoine et la Sauvegarde de l'Art Français ont décerné leur prix commun à la commune de Fontpédrouse pour soutenir la restauration de l'église de La Trinité de Prats-Balaguer (Pyrénées-Orientales) et le prix «coup de cœur» à la commune de Laplume (Lot-et-Garonne) pour la restauration de l'église Saint-Pierre de Cazaux. Ce nouveau prix créé par deux organisations soucieuses d'appliquer les meilleures techniques de restauration vient récompenser des communes engagées dans un projet de restauration et de mise en valeur de leur église. Art graphique & patrimoine va ainsi faire bénéficier les porteurs de projet de son savoir-faire technique et permettre de mieux évaluer les besoins pour ces édifices.



← Remise du prix Art graphique & patrimoine à Marc Glories, adjoint à la commune de Fontpédrouse lors du Salon du patrimoine. L'église de la Trinité de Prats-Balaguer à Fontpédrouse (Pyrénées-Orientales), lauréat du prix Art graphique & patrimoine.

↑ «Le Muséum du Jardin des Plantes. Cette partie du Jardin des Plantes, à laquelle un nouveau et superbe local vient d'être affecté, est de création relativement moderne. [...] [vue prise de la place Valhubert], héliotype retouché, éditeur non id., Paris, BHVP,

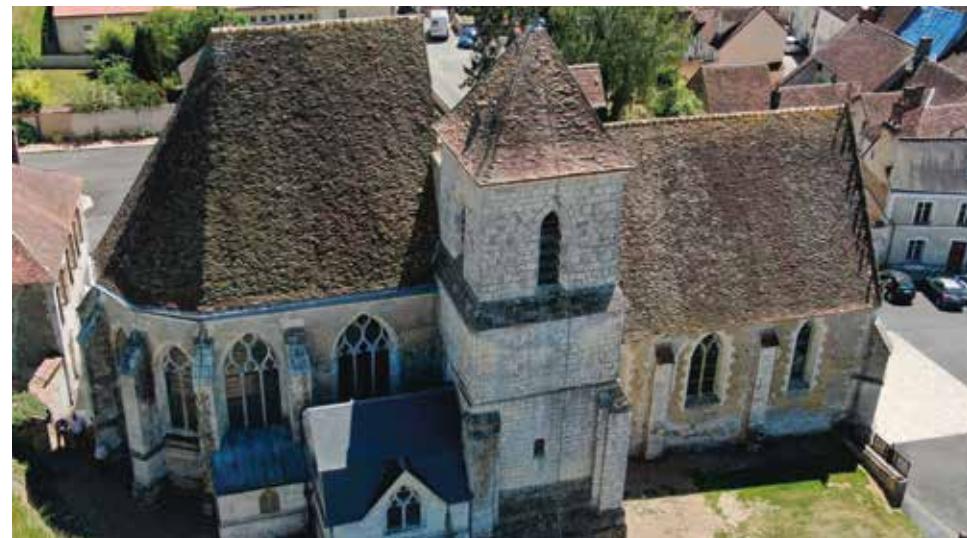
fonds iconographique, recueil «Jardin des Plantes (Paris)», fonds Charles-Félix Parent de Rosan (1798-1890), n°1-EST-01321, p. VI.

Les amis et mécènes

Le Prix du Cercle des mécènes de la Sauvegarde de l'Art Français

Lancé en 2018, le Cercle des mécènes regroupe les philanthropes qui ont fait pour l'année en cours un don égal ou supérieur à 500 €. Ils œuvrent, de manière concrète et personnelle au développement de nouvelles actions en faveur du patrimoine français. Entre 2020 et 2021, ils ont été plus d'une trentaine à renouveler leur adhésion ou à rejoindre le Cercle des mécènes, permettant ainsi de mobiliser 40 000 € de dons en faveur du patrimoine rural.

↓
Église Saint-Georges
de Souancé-au-Perche
(Eure-et-Loir).
→
Abbaye Saint-Hilaire de Ménerbes
(Vaucluse).
© Morgallet Drone



Soutiens précieux de son action, les mécènes prennent également part à la vie de la Fondation en participant tout au long de l'année à des conférences, des réunions scientifiques, des salons, mais aussi à des visites privées organisées dans des lieux d'exception.

Réunis au mois de novembre, les mécènes de la Sauvegarde de l'Art Français ont eu la difficile tâche de choisir, parmi dix beaux projets de restauration d'œuvres et d'édifices en péril, celui qu'ils souhaitaient récompenser.

Guidés dans leur réflexion par le professeur Philippe Plagnieux, historien d'art, ils ont ainsi désigné deux projets qui les ont particulièrement séduits, tant par le charme et la richesse historique des édifices primés que par l'exemplaire implication de leurs propriétaires au service de leur sauvetage et de leur valorisation.

Ont ainsi été distinguées :



Église Saint-Georges de Souancé-au-Perche (Eure-et-Loir)

15 000 € ont été accordés pour récompenser le projet et soutenir les travaux de restauration en cours. Construite au XVI^e siècle, peut-être à l'emplacement d'un édifice plus ancien, l'église Saint-Georges de Souancé est un vaste édifice de 34 mètres de long. Elle a été remaniée à plusieurs reprises au XIX^e siècle : notamment en 1862 par l'adjonction d'une sacristie et d'une petite chapelle, tandis qu'en 1894 les ouvertures de la nef étaient agrandies et la voûte du chœur reprise. Inscrite à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis 1930, l'église déjà aidée en 2002 par la Sauvegarde de l'Art Français, bénéficie à nouveau de son accompagnement dans le cadre de son programme d'aide aux édifices et se voit, de surcroît, primée par les mécènes de la Fondation.

L'ancienne abbaye Saint-Hilaire de Ménerbes (Vaucluse)

25 000 € ont été octroyés pour soutenir les études et travaux de sauvetage du mur de soutènement et des chapelles troglodytes gravement menacés par des désordres d'humidité et de stabilité. Édifié au milieu du XIII^e siècle, près de Ménerbes dans le Vaucluse, l'ancien couvent Saint-Hilaire, appelé désormais abbaye, a gardé son plan conventuel et son unité architecturale. Depuis 1961, cet ancien site religieux et les terres alentour appartiennent à la famille Bride qui a entrepris de nombreuses restaurations et accueille le public plus de six mois par an. Pour l'aider à mener à bien les études et d'importants travaux de restauration de ce superbe site, la Sauvegarde de l'Art Français a lancé en 2020 une souscription publique. Le prix du Cercle des mécènes est une aide supplémentaire bienvenue pour soutenir la restauration de ce site classé au titre des Monuments historiques.

FAIRE CONNAÎTRE ET FAIRE AIMER

Les partenariats



Les Grands Prix Pèlerin du patrimoine 2021

Après une édition organisée en ligne en 2020, les Grands Prix Pèlerin du Patrimoine ont pu avoir lieu à la Cité de l'architecture en septembre 2021. Partenaire du prix depuis 2013, la Sauvegarde de l'Art Français a remis le prix de la Transmission et du partage. Cette année, ce don de 5 000€ de la Fondation a été attribué à la commune de Nohant-Vic (Indre) pour soutenir la restauration des fresques romanes des XII^e et XIII^e siècles, un véritable joyau du patrimoine médiéval français.

La Sauvegarde récompense par ce prix les efforts des habitants de Nohant-Vic et de la communauté de communes La Châtre et Sainte-Sévère pour préserver ces peintures. Ces fresques ont été découvertes par hasard en 1849 par l'abbé Périgaud. Elles ont été sauvées par l'écrivain George Sand, habitant non loin du village. Émue par la beauté de ces fresques, l'écrivain fait appel à son ami Prosper Mérimée pour faire classer ce joyau aux Monuments historiques, fraîchement créés en 1840.

↑
Les fresques romanes dans l'église Saint-Martin de Vic, à Nohant-Vic (Indre). © Louise Allavoine



Le centenaire de la Société des membres de la Légion d'honneur

À l'occasion des célébrations de son centenaire, la Société des membres de la Légion d'honneur (SMLH), association reconnue d'utilité publique, a organisé ses « Olympiades de la jeunesse ». Une grande compétition nationale qui a réuni le 26 septembre 2021 un millier de jeunes venus de tous les horizons et parfois de très loin comme ceux de Guadeloupe, La Réunion, Madagascar... Mille jeunes qui ont relevé les défis préparés par 80 professionnels au sein d'ateliers thématiques qui s'inscrivent au cœur de la mission de l'association centenaire : solidarité, valeurs et engagement, mise en valeur des savoir-faire français à travers l'apprentissage. Avec l'Union compagnonnique, la Sauvegarde proposait un défi « taille de pierre » aux jeunes. Ils ont ainsi testé ciseaux et taillants dans une épreuve-relais faisant appel à leur esprit d'équipe !



↑
Sur le stand à l'hôtel national des Invalides avec les jeunes qui ont remporté l'épreuve proposée par la Sauvegarde.



↑
À la fin de la journée, l'Union compagnonnique représentée par Frédéric Thibault a offert à la SMLH une pierre gravée dans la journée par Hugues Moncelet, graveur sur pierre.





LES

CHI

F -

Comptes
annuels 2021
p. 102

Rapport de gestion
p. 107

—
Les activités de
la Fondation en 2021
p. 108

—
Les dons reçus
en 2021
p. 109

Rapport social 2021
p. 110

—
Budget et
projections 2022
p. 111

F

RES

Comptes annuels 2021

Le bilan et le compte annuel de résultat sont extraits des comptes annuels 2021 qui font l'objet d'une certification sans réserve de la part de AM Audit Conseil – M. Bertrand Miquel, commissaire aux comptes.

BILAN ACTIF

Actif immobilisé	Du 01/01/2021 au 31/12/2021		Au 31/12/2020	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits similaires	540	540		
Immobilisations incorporelles en cours	10130		10130	
Immobilisations corporelles				
Constructions	15 006 852	2 627	15 004 226	15 004 899
Installations techniques, matériel et outillages industriels	943	943		
Autres	141 051	97 669	43 382	26 913
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	3 500 000		3 500 000	3 500 000
Total I	18 659 516	101 778	18 557 738	18 531 811
Total II				
Actif circulant				
	Du 01/01/2021 au 31/12/2021		Au 31/12/2020	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
Créances				
Clients, usagers et comptes rattachés	492 983	382 457	110 523	208 964
Autres	428 050	371 470	56 580	244 105
Valeurs mobilières de placement	35 246 677	18 426	35 228 250	34 818 346
Disponibilités	816 621		816 621	474 679
Charges constatées d'avance	14 771		17 771	13 309
Total III	36 999 101	772 354	36 226 748	35 759 402
Total général (I + II + III + IV + V + VI)	55 658 617	874 132	54 784 485	54 291 214

BILAN PASSIF

Fonds propres	Du 01/01/2021	Au 31/12/2020
	Au 31/12/2021	
Fonds propres sans droit de reprise	6 100 000	6 100 000
Réserves	44 146 544	44 146 544
Report à nouveau	-14 1595	-37 8524
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	834 080	236 929
Situation nette	50 939 029	50 104 949
Fonds propres consomptibles	704 750	681 661
Total I	51 643 779	50 786 610
Total II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds dédiés	1 000 038	933 937
Total III	1 000 038	933 937
Provisions		
Provisions pour risques	65 431	
Provisions pour charges	235 654	889 885
Total IV	301 084	889 885
Emprunts et dettes		
Emprunts et dettes	Du 01/01/2021	Au 31/12/2020
	Au 31/12/2021	
Emprunts et dettes		
Divers	166 209	179 401
Dettes		
Fournisseurs et comptes rattachés	46 776	10 272
Fiscales et sociales	88 036	65 605
Autres dettes	1451 560	1 211 400
Produits constatés d'avance	87 003	214 104
Total V	1839 584	1680 782
Total général (I + II + III + IV + V + VI)	54 784 485	54 291 214

COMPTE DE RÉSULTAT		
Produits d'exploitation	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
	Total	Total
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	6 465	3 155
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible	26 911	40 482
Dons manuels	346 709	192 854
Mécénats	67 400	20 000
Contributions financières	143 629	236 929
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	674 902	586 724
Utilisations des fonds dédiés	250 615	216 803
Autres produits	1 433 067	1 142 685
Total I	2 949 699	2 439 633
Charges d'exploitation		
Autres achats et charges externes	1 381 430	1 089 279
Aides financières	1 309 572	884 801
Impôts, taxes et versements assimilés	81 822	82 396
Salaires et traitements	282 244	237 287
Charges sociales	126 571	101
Dotations aux		
Amortissements et dépréciations	450 855	379 009
Provisions	11 999	58 3154
Reports en fonds dédiés	316 716	239 986
Autres charges	43 119	5 529
Total II	4 004 329	3 602 632
Résultat d'exploitation (I - II)	-105 4629	-116 2999

Produits financiers	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
	Total	Total
Produits financiers de participation		
Autres intérêts et produits assimilés	64 809	116 784
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	66 522	72 272
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	52 516	172 5764
Total III	190 9612	135 3720
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et dépréciations	18 426	52 516
Défauts négatifs de change	32	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements	1 000	
Total IV	19 458	52 516
Résultat financier (III - IV)	189 0154	130 1204
Résultat courant avant impôts (I - II + III - IV)	83 5525	138 205
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	680	98 724
Total V	680	98 724
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	2 126	
Total VI	2 126	
Résultat exceptionnel (V - VI)	-1 445	98 724
Total des produits (I + III + V)	4 859 992	3 892 077
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 025 912	3 655 148
Excédent ou déficit (total des produits - total des charges)	834 080	236 929

ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Prestations en nature	109 676	106 220
Total	109 676	106 220
Charges		
Mise à disposition gratuite de biens	109 676	106 220
Total	109 676	106 220



Rapport de gestion

Malgré un premier semestre encore perturbé par la crise sanitaire, la Fondation pour la Sauvegarde de l'Art Français a retrouvé en 2021 son niveau d'activité traditionnel dans le soutien à la restauration des édifices religieux. Elle a également développé avec succès ses interventions hors legs Maillé, en particulier dans le cadre du Plus Grand Musée de France, du partenariat avec la région Hauts-de-France, ou de l'accueil du World Monument Fund en tant que fondation abritée.

Bilan

Le total de bilan au 31 décembre 2021 s'élève à 54 784 485 € contre 54 291 214 € au 31 décembre 2020, soit une progression de 493 K€ sur l'exercice. Au passif, la situation nette de la Fondation est de 50 939 029 € contre 50 104 149 € à la fin 2020, reflétant le résultat de l'exercice à 834 080 €. Apparaissent au bilan 704 750 € de fonds propres consomptibles correspondant au patrimoine financier de la fondation pour l'Art et la Recherche abritée par la Sauvegarde depuis 2020, ainsi que 50 000 € de dotation initiale du World Monument Fund. Les fonds dédiés atteignent 1 M€ en progression de 7 % sur l'année. Ils représentent des dons affectés par des donateurs à des projets définis, mais qui n'ont pas encore été utilisés. Une provision pour charges de 235 653 € demeure au bilan. Elle comprend un solde de 182 411 € pour faire face aux travaux de ravalement de l'immeuble, 65 431 € de provision pour litige et 53 242 € de provision pour indemnité de départ à la retraite. À l'actif, les immobilisations s'élèvent à 18 558 737 € et les valeurs immobilières de placement à 35 228 250 €.

Compte de résultat

L'exercice 2021 fait apparaître un résultat net de 834 079,72 € à comparer à un résultat net de 236 928 € en 2020. Ces provisions passées dans les comptes n'affectent pas les efforts de la Fondation pour recouvrer ces créances, mais elles répondent à un souci de prudence comptable. Les produits d'exploitation, à 2 949 699 €, comprennent une reprise de provision pour 666 K€ relative aux travaux de ravalement de l'immeuble rue de Douai. Les charges d'exploitation, à 4 004 328 € ont augmenté de 11 % sur l'année. Cependant elles comprennent les travaux de ravalement effectués en 2021 sur l'immeuble rue de Douai et qui avaient été pour l'essentiel provisionnés dans les comptes, ainsi que les provisions sur créances douteuses évoquées ci-dessus. Les dons votés dans le cadre du legs Maillé se sont élevés à 992 K€ retrouvant ainsi leur niveau antérieur à la crise du Covid-19. Hors legs Maillé, les dons versés se sont élevés à 269 541 €. Le résultat financier de 1 909 612 € est constitué essentiellement par la réalisation d'une plus-value de 1 725 764 € sur le portefeuille de valeurs mobilières de placement. Ce résultat financier permet à la Fondation de dégager un excédent de 834 079,72 € sur l'exercice 2021, et de reconstituer un report à nouveau positif au bilan, en absorbant les 142 K€ de report négatif qui y demeuraient.



Église Notre-Dame de Gratot (Manche).

Les activités de la Fondation en 2021

IMMOBILIER
Dons votés en 2021 en faveur de la restauration d'édifices

992 000€

Au titre du legs Maillé à 120 édifices

344 800€

de dons affectés à 15 projets immobiliers hors legs Maillé

81 000€

Récoltés dans le cadre du Cercle des mécènes en 2021



IMMOBILIER
Aides Maillé par région

Auvergne-Rhône-Alpes 9 000€

Bourgogne-Franche-Comté 88 000€

Bretagne 35 000€

Centre-Val de Loire 89 000€

Corse 16 000€

Grand Est 125 000€

Hauts-de-France 42 000€

Île-de-France 12 000€

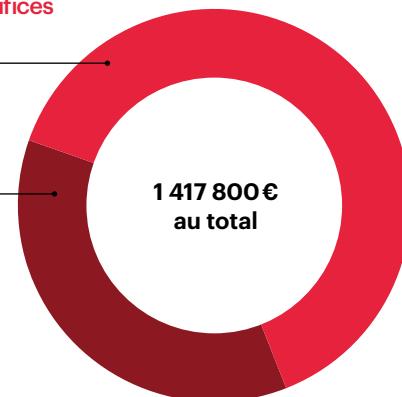
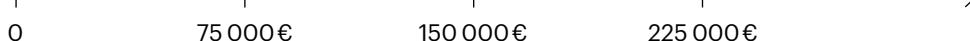
Normandie 120 000€

Nouvelle-Aquitaine 96 000€

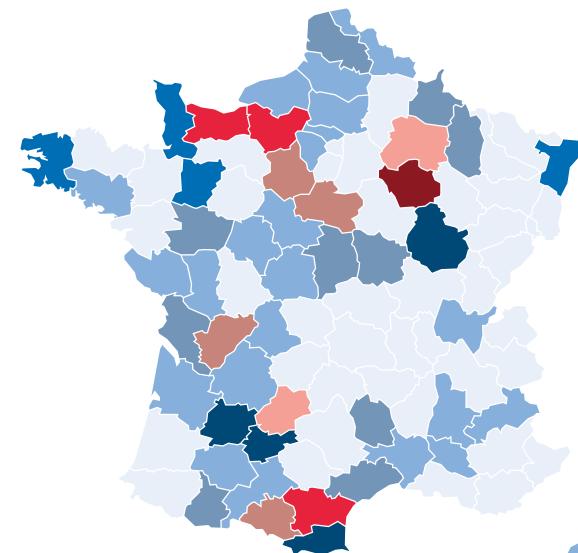
Occitanie 210 000€

Pays de la Loire 40 000€

Provence-Alpes-Côte d'Azur 7 000€



IMMOBILIER
Aides Maillé par département en 2021



Montant des dons en €

non aidés	15 000	30 000
5 000	20 000	45 000
10 000	25 000	55 000

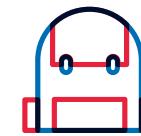
MOBILIER
Dons affectés en 2021 en faveur de la restauration de 33 œuvres d'art dans le cadre de la campagne Le Plus Grand Musée de France



5 souscriptions portées par des communes
31 644€



Projets Entreprises
102 500€
13 œuvres



Projets Lycéens
10 000€
5 œuvres

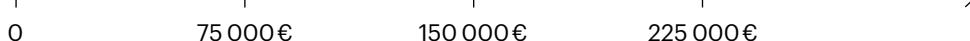


Projets Étudiants
33 451€
10 œuvres

Soit **177 595€**
au total pour le mobilier

Les dons reçus en 2021

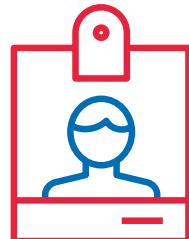
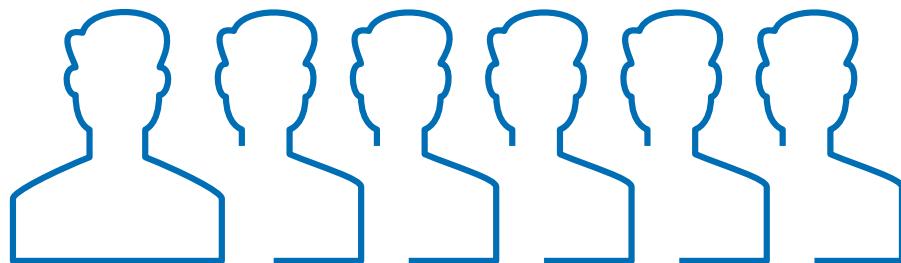
603 395€
au total



Rapport social 2021

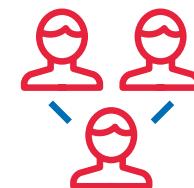
La Fondation pour la Sauvegarde de l'Art Français regroupe, fin 2021,
7 salariés et plus d'une centaine de bénévoles

LES EFFECTIFS PERMANENTS

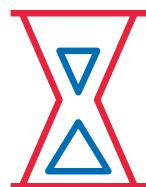


33 ANS

d'âge moyen

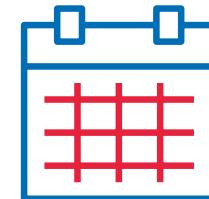


Au total, ce sont plus de
100 bénévoles qui oeuvrent
pour la Fondation pour la
Sauvegarde de l'Art Français



4 ANS

d'ancienneté en moyenne



Correspondant à

5,75 personnes à temps plein

Budget et projections 2022

Produits	Charges
Immeuble rue de Douai	923 000 €
Fonctionnement	663 000 €
Participation La Servette	110 000 €
Dons attribués au fonctionnement	80 000 €
Frais prélevés / dons reçus	20 000 €
Cotisations	3 000 €
Loyer Philandrier	4 000 €
Revenus SCI Jeu de Paume	3 000 €
Autres produits de gestion courante	7 000 €
Restauration édifices religieux – legs Maillé	
Plus-value de cession valeur immobilière	1033 000 €
Restauration édifices religieux – hors legs Maillé	
Dons reçus	250 000 €
Restauration œuvres d'art – Plus Grand Musée de France	
Dons reçus	100 000 €
Rayonnement patrimoine	5 000 €
Dons reçus pour prix Lambert	5 000 €
Total	2538 000 €
	Total
	2538 000 €

Rédaction

Fondation pour la Sauvegarde
de l'Art Français

Photographies

Fondation pour la Sauvegarde
de l'Art Français, et Romain
Bassenne pour les pages
12-13, 65

Design graphique

Atelier Marge Design

Impression

Média Graphic



**Fondation pour
la Sauvegarde de l'Art Français**

Fondation reconnue d'utilité
publique par décret
du 27 novembre 2017

Siège social:

22 rue de Douai
75 009 Paris

SIRET: 784 621 682 00029



Fondation La Sauvegarde de l'Art Français

22 rue de Douai 75009 Paris

contact@sauvegardeartfrancais.fr

sauvegardeartfrancais.fr

01 48 74 49 82

